

La Communitaire

La lettre d'information des directeurs de l'éducation

n° 45/avril 2010 - 3 numéros par an - www.andev.fr.

SOMMAIRE

02 DOSSIER

02 Synthèse des actes du congrès de l'Andev : « Partager et penser ensemble l'éducation? »

18 ACTUALITÉS

18 Contentieux avec les écoles privées sous contrat: l'expertise judiciaire du cabinet d'avocats Seban & associés

18 Rétrospective 2009

19 L'inscription du principe d'élaboration et la mise en œuvre du Projet éducatif local dans la loi: une proposition de l'Andev

21 Questions écrites

22 L'INNOVATION ÉDUCATIVE LOCALE

22 La Maison de l'éducation de Dunkerque, un concept fédérateur pour l'égalité des chances

23 VIE DE L'ASSOCIATION

23 Compte rendu de l'assemblée générale de l'Andev du 21 octobre 2009

33 Présentation de nos partenaires privés

35 LECTURES

édito



Anne-Sophie Benoit,
Présidente de l'Andev

La circulaire de rentrée 2010 qui colore chaque année la politique pédagogique de l'éducation nationale, a suscité de nombreux commentaires, en atteste le foisonnement des articles de presse qui se sont fait l'écho de vives réactions de tous les acteurs éducatifs, surpris du revirement de l'État, concernant l'organisation de la semaine scolaire en neuf demi-journées, « qui sera désormais encouragée chaque fois qu'elle rencontrera l'adhésion ».

Même s'il faut se réjouir de cette avancée trop tardive, mais certaine dans le débat sur l'aménagement des rythmes de l'enfant, n'est ce pas le résultat prévisible et malheureux de réformes précipitées, sans réflexion globale et surtout sans concertation préalable avec les collectivités locales.

Dans le même registre, l'accompagnement éducatif, dispensé dans les réseaux d'éducation prioritaire, ne fera pas l'objet d'une généralisation à toutes les écoles primaires, en septembre 2010, contrairement à ce qui avait été annoncé. La mise en place de ce dispositif, qui, rappelons-le, a bouleversé la cohérence organisationnelle de l'école, mais aussi celle des communes, avait été aussi décidé à la hâte et imposé dans un paysage territorial déjà morcelé et largement investi par les communes et les associations.

Parallèlement on réforme la formation des maîtres en supprimant les IUFM, en faisant fi de la formation professionnelle, en oubliant les réalités du métier et en dédaignant la pédagogie qui n'aurait plus sa place sur les bancs de l'école.

Simultanément on annonce le lancement d'un plan de prévention contre l'illettrisme, confortant le rôle majeur de l'école maternelle dans l'appropriation de la langue et la maîtrise des apprentissages fondamentaux, alors que l'on y supprime des postes et que le pourcentage d'enfants de deux ans scolarisés baisse d'année en année.

Force est donc de constater que les quelques semaines écoulées sont marquées par des contradictions, des hésitations, voire des décalages. Pendant ce temps-là, loin de l'agitation nationale, les directeurs de l'éducation que nous sommes ont continué à travailler: avec les enseignants, les inspecteurs de circonscription, les parents, les associations pour l'épanouissement et la réussite de tous les enfants. C'est ça aussi la réalité locale.

Espérons que les six mois à venir susciteront une prise de conscience et un intérêt tant éducatif, que médiatique et populaire, permettant de revenir sur les bases d'une construction commune.

Soyez assurés que l'ANDEV s'y attachera.

Je profite de cette publication, dont j'assume pour la première fois la direction, pour remercier, au nom de la commission permanente et de tous les membres de l'ANDEV, Claudine PAILLARD, de ses cinq années de présidence et pour toutes les heures qu'elle a consacrées au développement de l'ANDEV, en sus de ses fonctions territoriales. Sans conteste, sa foi dans les politiques éducatives et dans l'école a contribué à la reconnaissance de notre association, comme acteur incontournable dans la sphère éducative.

Synthèse des actes du congrès de l'Andev : « Partager et penser ensemble l'éducation ? »

Après Dunkerque en 2007 sur le thème du développement durable, Limoges en 2008 sur le développement des nouvelles technologies, c'est la ville de La Ciotat qui accueillait les 21, 22 et 23 octobre 2009 le congrès de l'Andev. Les actes seront prochainement disponibles sur le site, dans leur intégralité et ont été réalisés grâce au concours de Janine Bouvat, secrétaire nationale du congrès, d'Annie Brechoire, responsable « études et suivi statistiques » à la ville de La Ciotat et Anne-Sophie Lauriot, formatrice, qui a mis à disposition de l'organisation son équipe de stagiaires BPJEP. Merci encore à toutes les personnes qui ont fait le succès de cette manifestation.

Trois axes de travail pour le congrès

Le congrès a embrassé la thématique de la coéducation à travers l'histoire, selon trois axes ou tables rondes temporels :

- l'avancée des politiques éducatives et, dans ce cadre, la transformation des limites entre l'État, les collectivités territoriales et les familles : hier ;
- les priorités éducatives affichées par les collectivités territoriales et le cadre référentiel sur lequel repose la construction des politiques éducatives : aujourd'hui ;
- l'évolution de l'éducation : demain.

1^{er} axe : « Un détour par l'histoire et les valeurs qui ont traversé les politiques éducatives »

Éducation nationale et décentralisation, collectivités territoriales, comment les lignes ont bougé dans l'histoire, s'est interrogé Claude Lelièvre, Président de la première table ronde et professeur émérite d'histoire de l'éducation à la Faculté de sciences humaines et sociales Paris Descartes.

L'impérieuse réactualisation de nos représentations du passé sur la centralisation scolaire

« Le passé », a affirmé Claude Lelièvre, dans son introduction, « nous croyons le connaître, mais de mauvaises raisons sont liées à nos représentations du passé. Tant que la centralisation est vue comme un corollaire, on ne se rend pas compte de l'évolution ». Il explique qu'en France, nous sommes dans un contexte où la centralisation scolaire ne se produit pas n'importe quand et n'importe comment. La centralisation étatique de l'école en France existe, celle-ci ayant été tout au long du XIX^e siècle « le pays

classique des révolutions » et des changements de régime : l'État a dû se faire éducateur pour des raisons liées à sa stabilité, voire sa survie.

L'État éducateur veut diriger la nation...

Et Claude Lelièvre de poursuivre que durant la Révolution française, la doctrine de l'État éducateur a été défendue par la plupart de ceux qui ont représenté des plans d'éducation nationale ou d'instruction publique.

En 1806, Napoléon crée l'université, non pas l'enseignement supérieur, mais le mode d'organisation et de direction étatique de l'école en France, dont l'objectif est de créer un moyen de diriger la nation (les opinions politiques et morales). L'État met donc en place le corps d'état avec les administratifs et l'institution de l'inspection générale.

La loi Guizot du 28 juin 1833 fait de l'enseignement primaire des garçons une affaire d'état. La généralisation des écoles normales d'instituteurs est décidée. Une inspection primaire d'état est instaurée.

Comme le dit Guizot dans sa célèbre « lettre aux instituteurs » du 16 juillet 1833 : « Ce n'est pas pour la commune et dans un intérêt purement local que la loi veut que tous les Français acquièrent les connaissances sans lesquelles l'intelligence languit et s'abrutit : c'est pour l'État lui-même et dans l'intérêt public. L'instruction primaire universelle est désormais une des garanties de l'ordre et de la stabilité sociale ».

Jules Ferry achève le dispositif généralisateur avec les formations des personnels féminins, dont l'enseignement doit être sous surveillance. Ce ne sont pas des problèmes pédagogiques, mais la formation du corps éducatif qui est l'enjeu de l'État éducateur. Encore convient-il, rappelle Claude Lelièvre, de saisir que cette centralisation étatique de l'école se fait selon des modalités particulières, à proprement parler « extraordinaires » (ne relevant pas de l'administration « ordinaire »).

Sous Napoléon d'ailleurs, la création des académies et la mise en place des recteurs révèlent la volonté d'avoir un corps enseignant autonome avec une administration directement sous l'État, et non des communes. Les proviseurs et censeurs doivent être issus du corps enseignant, avec une même idéologie.

Selon le sociologue Émile Durkheim, qui écrit à la fin du XIX^e siècle « l'histoire de l'école est celle de la longue laïcisation de ce projet de conversion dont le contenu importe moins que la forme. L'école à tous les degrés, doit être un lieu moralement uni, qui enveloppe de près l'enfant et qui agisse sur la nature tout entière... Un milieu qui enveloppe aussi bien le maître que les élèves.

Si, renchérit Claude Lelièvre, Napoléon, Guizot ou Ferry ont contribué à mettre en place une école foncièrement centralisée, c'est bien dans l'optique de sauvegarder un État « tranquille ».

Sous la Troisième République, l'école est d'ailleurs divisée, selon le sexe, les cursus, les programmes et l'encadrement; dans le cadre d'une inégalité standardisée.

Sous la Cinquième République, le général de Gaulle renforce la centralisation du système éducatif, en instaurant la carte scolaire et la sectorisation en 1963.

...tandis que dans le mouvement actuel de déconcentration et décentralisation, la question de l'État éducateur semble devenir obsolète et interroge la place de l'État-nation au sein de l'Europe

À notre époque, nous nous situons dans une « démocratie de proximité », au sein de laquelle un mouvement de transfert des pouvoirs centraux vers le local s'est opéré. Il y a lieu de distinguer la déconcentration (le transfert de compétences aux agents locaux du pouvoir central, avec maintien de la subordination hiérarchique) de la décentralisation (le transfert en faveur de centres de décisions indépendants de l'état central).

Depuis 1962, le ministre de l'Éducation nationale a donné des pouvoirs de décision et de gestion aux recteurs, en permettant aux collectivités territoriales de bénéficier d'interlocuteurs étatiques privilégiés. Depuis 1992, la déconcentration devient un outil sur lequel les collectivités territoriales peuvent s'appuyer, tendant à estomper la séparation entre la hiérarchie pédagogique et la hiérarchie administrative.

Les IPR (Inspecteurs pédagogiques régionaux) sont sous la tutelle des recteurs. La hiérarchie administrative tend à se « pédagogiser » par la prise en charge de missions de cadrage des projets d'établissements et par l'impulsion des nouveaux dispositifs pédagogiques. Parallèlement, il est demandé aux enseignants d'intégrer des missions administratives et financières dans leurs fonctions.

Cette situation engendre à l'intérieur de l'État déconcentré une réelle difficulté d'harmonisation des compétences entre les inspections académiques et les rectorats. Il devient nécessaire de coordonner la déconcentration et la décentralisation.

Claude Lelièvre conclut en interpellant l'assemblée sur le sens du mouvement actuel de déconcentration et décentralisation.

- La question de l'état éducateur est-elle désormais totalement obsolète ?
- Qu'en est-il de la place et de l'importance de l'État-nation vis-à-vis de l'Europe et des régions pour ce qui concerne l'école ?
- Qu'en est-il de l'espace public national scolaire séparé des confessions, des communautés, des ethnies ?
- Où se situent désormais les enseignants ? Dans leur classe, dans quels espaces symboliques ou réels sont-ils ?
- Peut-on faire l'économie de ces questions ?
- Doit-on passer à une autre logique que la corporation ?
- Quel sens et mise en synergie doit-on donner aux questions des divers espaces et pouvoirs concernés par la question de l'école ?

Jean-Paul de Gaudemar, universitaire et Recteur de l'académie d'Aix-Marseille, complète cette introduction sur l'histoire, par une vision sur l'école et le territoire, en s'interrogeant sur les valeurs de la République.

L'école, une histoire permanente d'universalité dans une localité

Les réflexions sur les missions et évolutions de l'école, sur la coéducation entre l'État, les collectivités territoriales et les familles foisonnent aujourd'hui.

L'école, dans son propre discours, a tendance à s'identifier comme « universelle ». Elle se considère dans le cadre d'une dimension hors sol, malgré son ancrage nécessaire et réel sur le territoire. L'école est une histoire permanente d'universalité dans une localité.

Aujourd'hui l'école, poursuit Jean-Paul de Gaudemar, vit un malaise : des interrogations et des conflits sur la centralisation ou la décentralisation se posent. L'école est saisie par cette universalité, par la transmission du savoir, des connaissances, au-delà des frontières. L'expansion des premières écoles lui donne alors une action éducative. L'école devient au XIX^e siècle, un élément essentiel de la nation, caractère qui unit les idéologies de Ferry, Guizot et Napoléon. L'école doit être constitutive de la nation et de son territoire, même si le recteur ne détient pas les mêmes prérogatives que le ministre. Dès la constitution de l'école, une question est posée : celle de son exception.

Même sous l'Empire, Napoléon choisit de distinguer le rôle du recteur et ceci jusqu'en 1970. Le mythe de

l'école républicaine n'est plus la réalité, l'école doit servir à former une élite capable de constituer l'ossature de la nation, contre les idées privées : l'école naît contre l'Église et contre l'entreprise.

L'Église a porté longtemps l'enseignement pour les mêmes raisons et, à sa façon, pour une certaine universalité contre l'entreprise.

Avant 1947, on parle peu de la relation entre l'école et l'entreprise. L'évolution est nette après 1947 où la notion de qualification se pose dans un contexte économique difficile et un marché du travail en pleine évolution.

Parallèlement, les exigences des familles amènent la territorialisation à dépasser le niveau du primaire et du collège, et l'université se développe.

En 1957 avec le traité de Rome, se crée un embryon d'institution politique européenne, mais l'école reste de la compétence de l'État, même si un cheminement sur les compétences professionnelles s'opère. Le processus de Bologne reste peu développé au niveau des universités.

Faire l'histoire de l'éducation populaire ne va pas de soi, a indiqué Jean-Claude Richez, responsable de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire : histoire de l'éducation, histoire sociale, mythologie ?

Compte tenu de cette complexité, l'histoire de l'éducation populaire se doit de partir de façon très pragmatique de ceux qui s'en réclament. C'est leur histoire. Partant de ce constat, peuvent être dégagés quelques invariants historiques qui nous permettent de mieux la cerner si ce n'est de la définir.

Jean-Claude Richez définit l'éducation populaire comme un projet, au-delà des mouvements, qui se fixe pour objectif de favoriser l'accès à la culture du plus grand nombre. Cet accès est pensé comme une condition de l'émancipation du peuple et s'inscrit en dehors du cadre scolaire, dans ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui l'éducation non formelle.

Articulée à l'histoire de l'éducation, son espace fluctue en fonction des variations de l'emprise du système scolaire sur l'éducation. Comme histoire sociale, elle est surtout portée par un segment des classes moyennes en quête de légitimité populaire pour conforter ses positions. Comme histoire des idées, elle est profondément liée à celle de la pensée démocratique et de l'émancipation des classes populaires.

Partant de ceux qui s'en réclament, elle naît avec les universités populaires avec une « préhistoire » qui remonte à la deuxième moitié du XIX^e siècle (Ligue de l'enseignement, mouvement du Sillon, Bourses du travail). Elle s'enracine dans le contexte de l'après-guerre dans les années vingt. Elle se constitue comme jeunesse – éducation – populaire au temps du Front populaire. Elle connaît une véritable apogée à la Libération qui en donne les cadres institués. Elle se

professionnalise avec la Cinquième République et connaît un incontestable renouveau depuis le début des années quatre-vingt-dix.

C'est enfin avec la renaissance des universités populaires que vont également se développer de nouveaux mouvements comme le mouvement Hip-hop, et des associations théâtrales qui se réclameront de l'éducation populaire.

Alors, comment repenser l'éducation sous son aspect formel et informel ? En repensant le partage éducatif entre l'école et les associations, en redéfinissant l'éducation partagée, notion intégrée aux CEL aujourd'hui abandonnés, mais dont la dynamique engrangée se poursuit.

La crise de l'éducation sera toujours présente tant que l'éducation ne sera pas partagée, a conclu Jean-Claude Richez.

2^e axe : « Retour au présent : des lignes de compétence qui bougent, quel est le nouveau cadre des politiques éducatives locales ? »

En introduction, Frédéric Jésus, pédopsychiatre diplômé en santé publique et communautaire, Vice-président de Défense des Enfants International (DEI-France) et Président de la table ronde, rappelle le détour par l'histoire de la précédente journée, l'État étant le garant de l'éducation, les associations d'éducation populaire se chargeant des loisirs. Au regard d'un contexte changeant, il fait un double constat :

- les attentes des élus sont de clarifier la répartition de ces temps, malmenée par des réformes non concertées ;
- on note une volonté finalement faible des élus d'associer les parents, hormis dans un cadre institutionnel, alors qu'ils souhaitent développer leur propre politique éducative, non plus en répartition du temps scolaire, mais sur les temps péri- et extrascolaire.

Le panel des réformes récentes, dont il dresse l'état non exhaustif (la réussite éducative, l'accompagnement à la scolarité, les stages de remise à niveau, le droit d'accueil et l'organisation de la semaine à quatre jours) lui fait conclure qu'il existe aujourd'hui une confusion des acteurs sur l'accompagnement à la scolarité et un enchevêtrement des mesures qui méritent d'être revisitées. Il propose, à cet effet, d'éclairer le débat après la présentation de l'enquête, synthétisée par Thierry Meunier, directeur du développement société Sodexo et Alain Thirel, coordonnateur du Projet éducatif global à la ville de Lille.

Comparer les projets des équipes municipales élues en 2001 et en 2008

Sodexo et l'Andev ont un partenariat original depuis sept ans, fondé sur la réalisation d'une enquête (construite par Anne-Marie Chambon de la société JCA

et analysée par Georges Pham-Minh), doublée d'une étude, sur le thème du congrès annuel de l'Andev, débute Thierry Meunier. Celui qui a été retenu pour le congrès 2009 consiste en l'analyse comparée des politiques éducatives municipales des équipes élues en 2001 et celles élues ou réélues en 2008. Il y a huit ans, l'Andev et l'AMF s'étaient associées pour sonder les maires sur leur politique éducative. Elles ont réitéré cet exercice en 2008, ce qui a permis de fournir la matière brute pour cette étude comparée.

Il en ressort que la politique éducative est plébiscitée comme priorité de la politique municipale. 97 % des maires interrogés en 2008 considèrent l'éducation comme un axe majeur de leur politique. Ce taux était de 96 % en 2001. L'éducation n'est plus, depuis longtemps, l'apanage de l'État. Elle est fortement ancrée dans la réalité locale. Les collectivités territoriales n'ont plus un rôle cantonné à celui de la gestion et la mise en mouvement des moyens. Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale souhaitent s'investir dans le domaine de l'éducation, sous la pression des électeurs et administrés. Forts de cette légitimité, ces derniers souhaitent assumer cette responsabilité et développer une politique éducative municipale, ayant sa propre autonomie et ses spécificités.

Pour que cette ambition soit à la hauteur des attentes, le renforcement des moyens de la politique éducative est la première préoccupation des maires élus en 2001 et ceux élus ou réélus en 2008. Mais la politique éducative ne peut se faire, dans l'esprit des maires, qu'en développant les partenariats, avec en particulier l'État, les parents, les associations et les autres collectivités locales.

Parmi les actions prioritaires, en 2001 comme en 2008, les maires souhaitent mettre l'accent sur les dépenses obligatoires du point de vue de la loi. Dans cet esprit, ils accordent une attention toute particulière, dans l'ordre, aux investissements et travaux sur le patrimoine scolaire, bâti et non bâti, aux services d'accueil et d'action éducative et aux dépenses d'équipement et de fonctionnement.

De nombreux éléments de continuité entre les résultats de l'enquête de 2001 et celle de 2008, du moins dans leur champ commun sont à relever, sachant qu'ont été exclues des questions apparues récemment, telle la réussite éducative. Les éléments de différenciation concernent notamment l'appréciation des contrats avec l'État, dont le contrat éducatif local, plus reconnu en 2008 qu'en 2001 par les élus. Le partenariat avec les associations semble avoir trouvé un rythme de croisière entre 2001 et 2008. Alors que 8 maires sur 10 élus en 2001 appelaient à un développement de ce partenariat, il n'en reste plus qu'1 sur 10 en 2008 à en souhaiter une croissance.

Sur la question de la décentralisation éducative, le dossier de l'établissement public d'enseignement primaire a connu une forme de radicalisation entre 2001

et 2008. La question de l'autonomie des écoles du 1^{er} degré en 2001 était considérée favorablement par 39 % des maires, contre 14 % en 2008. À l'heure où les compétences municipales sont de plus en plus mutualisées en raison de l'intercommunalité, l'éducation est devenue l'une des dernières compétences que le maire possède encore, conclut-il (le compte rendu intégral de cette enquête sera repris dans les actes).

« Le nouveau cadre des politiques éducatives – enquête comparée des programmes municipaux 2001-2008 »

Alain Thirel relève que l'intérêt des équipes municipales ne faiblit pas depuis sept ans : les maires qui répondent à l'enquête sont ceux qui sont déjà investis dans des politiques éducatives. 98 % des enquêtes placent l'éducation dans les six premières priorités des programmes municipaux en 2008.

L'éducation est perçue comme un élément constitutif du local, car intimement liée à l'aménagement urbain et au développement économique.

Un important investissement financier des collectivités territoriales montre que 40 % des dépenses du 1^{er} degré en matière d'éducation sont prises en charge par les villes. Elles consacrent 25 % des budgets de fonctionnement à l'éducation alors que sont seulement concernés 10 à 15 % des ménages avec enfants. Depuis deux à trois ans, les collectivités territoriales développent une réelle politique de l'éducation à travers les projets éducatifs de territoire dans un contexte où le local s'est senti ignoré (le service minimum d'accueil, la semaine de 4 jours, l'accompagnement éducatif), mais où il veut s'investir, avec un état qui a du mal à se départir de ses prérogatives.

Deux enjeux dessinent le mandat à venir : le PRE (Programme de réussite éducative) et le calendrier scolaire (la place des parents dans l'éducation).

L'impact des ÉRÉ (Équipes de réussite éducative) a été cité comme un élément porteur des perspectives dans le champ éducatif. La question sur le renouvellement de ces dispositifs est cruciale.

En ce qui concerne les rythmes scolaires, on note un décalage entre les orientations des collectivités territoriales et le refus des enseignants et des parents de s'engager dans des expérimentations. Un élu sur cinq seulement souhaite développer le partenariat avec les parents.

20 à 30 % des élus déclarent que ce partenariat n'existe pas et ne souhaitent pas le développer.

« Des responsabilités partagées entre parents, professionnels et élus municipaux au projet local de coéducation », sont une nécessité selon Frédéric Jésus.

« Les familles sont porteuses d'enjeux sociaux, politiques et culturels, tels que les élus et les services municipaux devraient s'intéresser aux possibilités de

construire la ville d'aujourd'hui et de demain avec elles plutôt que pour elles – et de risquer alors de le faire sans elles, voire contre certaines d'entre elles », introduit Frédéric Jésus.

Parce qu'ils naissent et grandissent dans des familles de toutes sortes et de toutes conditions, les enfants sont autant de motifs à créer des liens de proximité entre leurs parents, entre ceux-ci et d'autres habitants tout comme entre les générations. Et de le faire aussi entre les décideurs et les acteurs institutionnels qui contribuent, aux côtés des uns et des autres, à l'accueil, à la sécurité, à l'éducation et à l'émancipation de ces enfants.

Frédéric Jésus affirme, en paraphrasant le proverbe africain, qu'il faut aujourd'hui tout un quartier pour élever – et non pas dresser – les enfants. Prémunir leurs familles de l'isolement subi ou du repli défensif sur la seule sphère privée revient dès lors à promouvoir entre et autour d'elles des valeurs de coopération plutôt que de défiance ou de compétition.

Les adolescents affichent quant à eux, le moment venu, leurs intentions de se déprendre – sans les rompre pour autant – des liens tissés pendant l'enfance et, surtout, d'en inventer de nouveaux. Leur autonomisation progressive requiert une multiplicité d'espaces et de temps générateurs d'opportunités éducatives, et non pas de contrôle social accru. Elle doit pouvoir susciter l'espoir en ces acteurs du développement social, politique, économique et culturel qu'ils sont appelés à devenir au sein de leurs milieux de vie.

En termes de projet, il pense qu'il importe donc aujourd'hui :

- de construire avec les familles, les enfants et les jeunes des dynamiques de revitalisation des missions et des services publics, notamment éducatifs, de proximité ;
- de considérer aussi les initiatives associatives comme des occasions d'innovation et d'expérimentation et non pas de sous-traitance ;
- de reconnaître les familles comme les plus petites des collectivités territoriales qu'elles sont déjà de fait et, à ce titre, de leur déléguer une part accrue de pouvoirs de consultation, de délibération, de décision et de cogestion sur les dispositifs publics et associatifs qui les concernent.

Il importe plus précisément que les municipalités et/ou les intercommunalités s'attachent à identifier et à réduire les inégalités territoriales et sociales (mais aussi de genre) en matière d'« offres » d'équipements, de services et de prestations dans les secteurs de l'accueil de la petite enfance, des activités périscolaires, des temps libres et des temps éducatifs informels et, le cas échéant de la prévention socio-éducative. L'effort quantitatif ne doit pas occulter mais, bien au contraire, susciter les mutations qualitatives concomitantes qui conditionnent sa pertinence.

En termes de gouvernance, Frédéric Jésus mesure d'ores et déjà l'importance de prévoir et de systématiquement

ser le décloisonnement des compétences territoriales et institutionnelles, déconcentrées et décentralisées, pour améliorer les cadres et les conditions de vie des familles et pour favoriser l'exercice, par les parents, des responsabilités qui sont les leurs.

Frédéric Jésus termine son propos en indiquant que c'est au carrefour de politiques éducatives exhaustives et de politiques familiales généralistes (et non réduites à leur volet d'aide et d'action sociales) qu'il s'avère désormais tout aussi envisageable qu'indispensable de concevoir et de mettre en œuvre un projet éducatif – voire culturel – local à l'échelle de chaque commune ou communauté de communes. Visant les enfants et les jeunes de 0 à seize ans, voire dix-huit, ce projet peut être élaboré en s'appuyant sur l'alliance co-éducative que permet la mobilisation des expertises respectives des familles elles-mêmes (ou de leurs représentants) et de l'ensemble des nombreux acteurs éducatifs présents à leurs côtés. Ainsi pourra-t-il prendre en considération l'ensemble des temps et des espaces concernés – qu'ils soient familiaux, scolaires, périscolaires et de loisirs – et déployer les ressources à mobiliser aux échelles territoriales les plus susceptibles de garantir sa cohérence et sa faisabilité.

« Quel partenariat associatif éducatif aujourd'hui ? ». C'est la question posée par Zahra Boudjemaï, directrice du Ceméa, adjointe au maire déléguée à la culture de la ville de Nanterre, en introduction.

Les collectivités territoriales n'ont pas attendu les lois de décentralisation pour faire de leur territoire un véritable lieu d'éducation. Depuis toujours, en appui sur les acteurs associatifs, elles ont, année après année, élaboré des partenariats partant de diagnostics partagés sur les besoins de la population et ont alors largement sollicité, pour mettre en œuvre des politiques éducatives, les compétences du tissu associatif local en les élargissant aux associations nationales.

Ainsi, les associations reconnues complémentaires de l'enseignement public contribuent fortement à la réussite scolaire et sociale de tous et à la réduction des inégalités. Parce que l'éducation est globale, elle ne s'arrête ni à la porte de l'école ni à celle de la famille ; elle forme un tout avec tous les temps de l'enfant.

Aujourd'hui, Zahra Boudjemaï craint une tendance à la scolarisation de tous les temps de l'enfant. La volonté d'instrumentalisation des associations en les transformant en prestataires devient un risque éducatif majeur sur lequel il est important de se mobiliser. Résister aux tendances marchandes du tout éducatif, sous la pression légitime des familles, devient pour les associations et les collectivités territoriales l'enjeu des pratiques éducatives.

« Nouveaux partages des temps scolaires et périscolaires? », Mireille Benedetti, adjointe au maire déléguée à l'éducation et à la citoyenneté de la ville de La Ciotat.

Les évolutions de notre société imposent aux collectivités, selon Mireille Benedetti, de s'adapter en permanence, tant par l'évolution des demandes des administrés que par l'évolution des financements des dispositifs et l'évolution du cadre législatif. Comment alors poursuivre une politique éducative municipale cohérente et lisible sur notre territoire, questionne-t-elle. Elle explique qu'à La Ciotat, le principal défi a été de réunir les différents acteurs de l'éducation (acteurs institutionnels, partenaires associatifs, familles) en ouvrant le chantier d'un Projet éducatif local. Elle déclare avoir découvert le nouveau partage des temps scolaires et périscolaires conséquents à la mise en œuvre du réaménagement de la semaine à quatre jours, du service minimum d'accueil et de l'accompagnement éducatif en ZUS pour les écoles. Elle précise avoir dû faire face à certaines difficultés dans le travail partenarial où « le construire ensemble » ne recouvre pas les mêmes définitions selon les acteurs, et plus vraisemblablement les personnalités. Elle conclut qu'au cœur du sujet de la coéducation, se trouve ainsi posée l'impérieuse nécessité de questionner à nouveau les réalités de la coéducation et de sa gouvernance pour l'efficacité de nos politiques éducatives.

« La CAF et ses politiques enfance et jeunesse à travers la nouvelle convention d'objectifs et de gestion 2009-2012 passée avec l'État », Véronique Delaunay-Guivarc'h, direction des politiques familiale et sociale CNAF (Caisse nationale d'allocations familiales).

L'éducation est un domaine partagé par les parents, les enseignants, les animateurs et tout autre acteur intervenant au cours des différents temps de l'enfant.

Les CAF ne sont pas impliquées en tant que telles dans les politiques éducatives qui constituent le cœur de la réflexion de ce présent congrès.

Pour autant, les objectifs d'épanouissement de l'enfant, poursuivis dans nos politiques « enfance » et « jeunesse », sont combinés au principe fort de participation et de valorisation des compétences des parents qui sont développées dans notre action d'appui à la parentalité.

Pour ce faire, le cadre institutionnel prévoit une convention d'objectifs et de gestion signée tous les quatre ans entre la CAF et l'État, ensuite déclinée dans les conseils d'administration pour adapter cette politique de la CAF aux différents territoires.

Véronique Delaunay-Guivarc'h rappelle que les deux principales activités de la CAF sont: le versement de prestations légales et les interventions de l'action sociale et familiale.

Dans la continuité de sa politique dynamique en faveur de la petite enfance, la branche famille accentue sa politique en direction des enfants et des jeunes.

La CAF poursuit également son action d'appui à la parentalité, autour d'actions de dispositifs divers, tels que:

- les RÉAAP (Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents);
- la médiation familiale;
- les lieux d'accueil enfant/parent;
- les CLAS (Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité).

Véronique Delaunay-Guivarc'h précise que les deux grands axes de développement des politiques éducatives de la branche famille de la CAF pour les années à venir sont:

- une expérimentation pour financer des projets élaborés par les adolescents; ces projets porteront sur les loisirs, les vacances ou l'engagement citoyen. Le lancement de cette expérimentation est prévu au 1^{er} semestre 2010;
- une participation à la réforme du pilotage des dispositifs d'appui à la parentalité engagée par l'État: celui-ci s'inscrit dans le contexte général de la révision des politiques publiques avec l'évolution des missions des DDASS (Directions départementales d'action sanitaire et sociale) répondant aux observations du rapport annuel 2009 de la cour des comptes concernant l'empilement des dispositifs et à l'absence d'évaluation des financements.

Pour illustrer cette démarche, Véronique Delaunay-Guivarc'h laisse la parole à Julien Orlandini, directeur adjoint de la CAF de Marseille qui présente la déclinaison locale de ces grands axes politiques, en brossant l'expérience et l'expertise de la CAF dans les Bouches-du-Rhône (cf. actes à venir).

**3^e axe : Mutations et incertitudes.
Quelle coéducation pour demain ?
Quelle coresponsabilité ?
Quelle co-construction éducative des territoires ? Quel dénouement ? »**

« Quel est l'état de l'école? » Pour répondre à cette question, Pierre Maurel Secrétaire général au Haut conseil à l'éducation, a rappelé les préconisations de cette instance sur le socle commun des connaissances, au regard de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école du 23 avril 2005.

Pierre Maurel avoue être révolté sur le discours de l'école républicaine, juste, équitable, efficace, quand sont constatés les résultats d'une école encore élitiste et inégalitaire.

Il déclare avoir vécu quatre réformes:

- en 1959, la réforme Berthoin qui mène une politique de modernisation et de démocratisation du système éducatif (obligation de scolarisation jusqu'à seize ans et organisation du système éducatif);
- en 1975, la réforme Haby qui instaure le collège unique afin d'aboutir le processus d'unification et de démocratisation du système éducatif (réforme effective en 1977);
- en 1989, la loi dite « loi Jospin » du 10 juillet, qui modifie le fonctionnement du système éducatif en organisant la scolarité en cycles, en créant le Conseil national des programmes, les IUFM, le Conseil supérieur de l'éducation, le projet d'établissement, et les groupements d'intérêt public.
- en 2005, la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école dite « loi Fillon » du 23 avril, qui réforme le système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves, de mieux garantir l'égalité des chances et de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes.

Faire évoluer le système éducatif tous les quinze ans, précise-t-il, revient à ouvrir les portes du savoir à des millions de jeunes. Pierre Maurel annonce quelques chiffres :

- 21 à 22 % des enfants de deux ans scolarisés;
- 15 millions d'enfants dans les écoles chaque matin, soit environ 80 % des enfants;
- 64 % de bacheliers en France;
- un budget de l'éducation représentant 7 % du PIB en France;
- 60 milliards des impôts consacrés à l'éducation.

Pourtant, déplore-t-il, chaque année 40 % des élèves sort du CM2 avec de graves lacunes en lecture, écriture et calcul.

Un jeune sur cinq quitte le système scolaire sans aucune qualification. Ces jeunes, sortis de ce système après l'avoir fréquenté environ treize ans (si l'on inclut la maternelle), constate-t-il, sont souvent issus des classes sociales les plus défavorisées.

En effet, jusqu'en 1959, l'école était inégalitaire. L'école primaire formait tous les enfants, mais seuls les enfants de familles bourgeoises fréquentaient le lycée, les autres étant orientés vers l'enseignement technique ou le collège. Les diplômes étaient peu nombreux, le certificat d'études pas encore pour tous, et le BAC ne concernait alors que très peu d'élèves. L'école n'avait qu'une emprise limitée sur la situation sociale des élèves, l'enseignement de caste était encore perçu comme un système juste.

Aujourd'hui, l'école est dominée par sa fonction de distribution : elle est liée à la massification et à la nature des diplômes. Ainsi, elle intervient dans la fonction sociale et peut être perçue comme « excluant les jeunes ». En effet, les diplômes sont une clé essentielle pour l'obtention d'un emploi. Aussi, l'échec scolaire est ressenti comme un échec social. 90 % des élèves accèdent au baccalauréat, plus de 60 % des écoles pri-

maires ont des résultats acceptables au CM2, sachant que 40 % ont des difficultés. 25 % d'entre eux ont des acquis fragiles, favorisant l'obtention d'un CAP ou BEP plutôt qu'un baccalauréat. 15 % présentent des lacunes sévères, en particulier concernant la lecture qui leur est inaccessible. Un grand nombre d'entre eux abandonnera sa scolarité sans diplôme.

Sur 750 000 élèves chaque année entrant en 6^e, 300 000 d'entre eux arrivent en fragilité.

En 2008, le rapport sur l'orientation scolaire démontre ce précédent constat, soit 64 % de bacheliers correspondant sensiblement aux 60 % de CM2 sortis avec des résultats acceptables, 20 % de BEP correspondant aux 25 % d'élèves fragilisés en CM2 et 20 % sortis sans diplômes dépassant les 15 % très fragilisés en CM2.

Pierre Maurel craint que cette situation ne découle d'une volonté absolue. D'autres priorités non dites, comme la préparation d'une élite semble se profiler. Dans la plupart des systèmes éducatifs des pays de l'OCDE, au-delà de l'apprentissage des fondamentaux, existe une logique identique visant à privilégier les savoirs abstraits au détriment de l'intelligence inducible. Déterminant de savoirs, le parcours d'un enfant se fait à l'entrée au CP où se profile une forte corrélation avec l'entrée au collège sans redoublement. Les chances restent très différentes entre les élèves et leur origine sociale, les écarts résultant de deux phénomènes : l'entrée en élémentaire et le niveau social des parents, à niveau égal à l'entrée au CP (il semblerait que le parcours de la mère soit déterminant).

L'école maternelle n'est pas exempte de reproches, mais les effets sont d'autant plus positifs que la période a été longue. On constate une tendance des professeurs des écoles, en grande section, à pousser les élèves comme s'ils étaient déjà en CP.

Une faiblesse dans la continuité des enseignements entre la maternelle et le primaire puis entre le primaire et le collège est également à déplorer.

L'écart entre les classes sociales s'accroît entre le collège et le lycée et au-delà. Sans diplôme pas d'insertion sociale, sans CAP pas d'accession sociale.

Pierre Maurel annonce en conclusion un chiffre de 150 000 jeunes quittant l'école sans diplôme. Il préconise un socle commun de compétences et de connaissances pour favoriser l'ascension sociale des jeunes.

« La demande éducative des administrés », Patrick Bore maire de La Ciotat.

Depuis une petite décennie, explique Patrick Bore, La Ciotat a su s'engager durablement sur la voie de la réussite. Sa capacité à retenir sa propre population, comme celle qui lui permet de s'ouvrir vers l'extérieur, repose essentiellement sur le travail considérable qui a été entrepris dans tous les secteurs.

Que ce soit au niveau du logement, de l'emploi, de la santé, de la sécurité, du tourisme et bien d'autres thèmes encore, Patrick Bore a tenu à restaurer, dans le

cadre d'une politique cohérente et ambitieuse, notamment en matière d'aménagement du territoire, une véritable aptitude à répondre aux besoins premiers de ses administrés.

Parmi tous ces travaux, la pérennisation d'une politique efficace en faveur de l'enfance et de la petite enfance a été une de ses priorités.

En effet, face à une demande éducative des administrés en perpétuelle évolution, notamment dans les systèmes de garde, l'aménagement des accueils périscolaires le matin et le soir et la création de quatre-vingt places en crèches ont été primordiaux.

Ces dernières années, l'augmentation des suppressions de postes d'enseignant, ayant entraîné des fermetures répétitives de classes de maternelles, est à l'origine d'une difficulté croissante des communes à scolariser les enfants âgés de deux à trois ans, pour la résolution de laquelle l'État a proposé la création de jardins d'éveil. Patrick Bore se déclare réservé sur cette proposition, cette nouvelle structure impliquant des coûts supplémentaires à la charge des communes qu'il faudra en partie répercuter sur les familles.

Confrontés au désengagement de l'État et à la demande croissante des familles de scolarisation de leurs jeunes enfants, quelles sont les mesures concrètes qui seront proposées aux communes et sur quelles bases doivent-elles travailler afin de répondre au mieux à la demande de leur population ? Ces questions, que pose en conclusion Patrick Bore, relancent le débat de la politique de la petite enfance des collectivités.

« Au regard des profondes mutations en cours au sein de notre société », Alain Bocquet, directeur de l'Éducation à la ville de Nanterre, propose en réponse, pour notre système éducatif, une formation initiale commune aux acteurs de l'éducation.

En effet, explique-t-il, c'est au sein des territoires, sources du droit et de l'histoire de notre pays, dans lesquels coexistent et travaillent conjointement les acteurs locaux de l'Éducation nationale et ceux des collectivités territoriales et des associations, que se situe ce qui reste exemplaire du service public d'enseignement pour le premier degré.

Face à ces enjeux, l'Andev et ses partenaires des grands mouvements d'éducation populaire peuvent, selon lui, promouvoir avec le CNFPT et les universités, aujourd'hui en charge de la « formation » des maîtres, des cycles de formation *ad hoc* et pluridisciplinaires, s'adressant ensemble aux cadres locaux de l'Éducation nationale, à ceux des collectivités territoriales et à ceux des associations partenaires.

Concernant la formation initiale, il propose à l'université de Nanterre l'appui de l'Andev à la mise en place de référentiels pour de nouveaux masters pluridisciplinaires et professionnels préparant aussi bien aux concours de l'Éducation nationale et des collectivités

territoriales qu'aux équivalences avec les diplômes de l'éducation populaire.

Quant à la formation continue, l'Andev peut participer avec le CNFPT et à l'Éducation nationale à la mise en place de référentiels pour de nouveaux cycles de formation pluridisciplinaires, s'adressant par exemple simultanément aux directeurs d'école (ou aux inspecteurs de l'Éducation nationale), aux directeurs de l'éducation des villes et aux responsables associatifs des projets éducatifs locaux.

Pour appuyer les propos d'Alain Bocquet, Carole Santune-Saffre, conseiller formation au sein de la délégation Picardie du Centre national de la fonction publique territoriale, précise que le CNFPT a toujours été très attentif à multiplier les contacts auprès de l'Andev, l'Éducation nationale et autres réseaux permettant d'organiser des formations en adéquation avec les évolutions des fonctions des cadres territoriaux de l'éducation.

En 2004, l'Andev a été associée à la réalisation de fiches métiers de la filière enfance, jeunesse, éducation, animation pour pouvoir proposer aux collectivités des fiches métiers correspondant à leurs réalités de terrain (version actualisée en 2008). En 2007, le CNFPT s'est engagé avec l'ÉSÉN (l'École supérieure de l'Éducation nationale) à élargir son offre de professionnalisation à destination des personnels d'encadrement de l'Éducation nationale et des cadres territoriaux de l'éducation.

Aujourd'hui, dans la perspective de la mise en œuvre de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants, envisagée pour 2010-2011, le CNFPT propose de se joindre à la conception du référentiel de formation initiale, ayant pour finalité la formation des futurs cadres des collectivités locales dans l'éducation.

Quant à la formation continue des cadres locaux de l'éducation, le CNFPT est soucieux de poursuivre sa collaboration avec l'Andev, dans le cadre d'une offre de formation adaptée aux besoins des collectivités territoriales par l'ENACT.

Il est urgent d'inventer une autre école, affirme Jean-François Vincent, membre de l'OCCE (Office central de la coopération à l'école).

Depuis la création de l'école de la République, le mérite personnel, la compétition, la sélection, sont les maîtres mots de l'organisation scolaire, déclare-t-il. Ces valeurs de référence du système éducatif, sont en totale adéquation avec celles d'une société caractérisée par la focalisation sur l'exercice des libertés individuelles, la compétition entre les individus et par l'obsolescence d'un certain nombre d'idéaux humanistes et solidaires.

Mais simultanément, l'interdépendance des sociétés et la conscience accrue de celle-ci sollicitent plus que jamais la capacité des individus à s'adapter aux changements à comprendre le monde dans lequel ils vivent, à s'y situer comme individus et à le façonner

afin de préserver et de défendre des valeurs fondamentales comme la paix, la démocratie, l'épanouissement individuel, l'environnement et l'égalité des êtres humains. Apprendre à vivre solidairement ensemble, dans une société qui va devoir rapidement inventer de nouveaux équilibres politiques, économiques, sociaux et écologiques, est certainement l'objectif le plus important que l'école du xxi^e siècle devra construire.

Cela nécessite d'affirmer que parmi l'ensemble des valeurs que l'École doit construire, l'éducation à la solidarité, à la démocratie et à la laïcité doit occuper une place centrale.

Cet ancrage dans un projet envisageant la construction d'une humanité solidaire et responsable ne doit pas simplement traduire une affirmation éducative générique. Il doit être la véritable mission que la société assigne à l'École de demain et guider la réflexion de l'ensemble des autres questions en débat concernant l'éducation.

Après un bref rappel des pratiques d'observation de l'Andev, depuis sa création, Francis Oudot, directeur général adjoint à la ville de Dijon et Président fondateur de l'Andev, s'interroge : « comment donner du sens à l'éducation ? » au regard du découpage politique sur les territoires, entre les écoles primaires gérées par les municipalités, les collèges par les conseils généraux et les lycées par les conseils régionaux.

Il propose, pour pallier cette strate d'acteurs politiques, de repartir d'une logique de projet éducatif local en lui donnant une nouvelle dimension à travers une méthode d'analyse des besoins, une nouvelle formation au concept de l'éducation et la constitution d'outils adaptés.

Pour ce faire, il prône ainsi la création d'un observatoire sur les politiques éducatives, non seulement sur l'école primaire mais aussi sur le secondaire, pour capitaliser la façon dont on met en cohérence l'éducation et les innovations éducatives.

Conclusions du congrès

Anne-Sophie Benoit Présidente de l'Andev conclut ce congrès, en rappelant qu'à travers le « partager et penser ensemble l'éducation » – titre du congrès débattu en commission permanente, l'Andev avait bien en tête d'affirmer que le concept de coéducation dans le sens d'un partage école-famille était largement dépassé. Elle fait référence, à ce titre, aux différents partenaires de l'éducation (élus, enseignants, associations, parents, enfants) réunis durant ces trois jours, autour d'une même ambition, celle qui consiste à repenser

l'éducation dans le cadre d'une pluralité d'acteurs agissant sur tous les temps de vie de l'enfant.

Au terme de ce congrès et au regard des débats et interventions qui en ont été fait, une fois de plus, la richesse, Anne-Sophie Benoit estime que la coéducation est le gage de nombreux éléments :

- un gage de démocratie : car, souligne-t-elle, qu'on le veuille ou non, notre système éducatif est fondé sur la concurrence. Le partage des responsabilités dans le cadre de la coéducation vise l'accès de tous aux apprentissages fondamentaux et à l'épanouissement personnel dans les mêmes conditions ;
- un gage de richesse : pour les familles, leurs enfants et toute la communauté éducative, dans le cadre d'une éducation partagée ;
- un gage de développement harmonieux, dans le cadre de la prise en compte des handicaps et de la différence ;
- un gage de réussite pour tous.

Anne-Sophie Benoit dénonce cependant aujourd'hui les limites de cette coéducation en proposant de ne plus partager l'éducation mais de la combiner, faisant ainsi référence aux notions de collaboration, d'aide, de soutien... et de recentrer l'éducation sur le savoir vivre et le savoir être de l'enfant, futur adulte de notre société.

Elle conclut son propos en rappelant les futurs travaux auxquels s'attachera l'Andev dans les prochains mois :

- la création d'un observatoire des politiques éducatives ;
- la proposition d'inscrire dans la loi le principe d'élaboration et de mise en œuvre du projet éducatif local, en tant qu'instrument de réussite éducative pour toutes les communes qui en ont fait le choix ;
- la mise en place de formations combinées, composées de référentiels communs pour les concours de l'Éducation nationale et de la fonction publique territoriale.

Autour du congrès

Parallèlement aux tables rondes, ont été organisés le jeudi après-midi, trois ateliers. Les débats sur les nouvelles mesures gouvernementales, les rythmes de vie de l'enfant dans la réorganisation des temps et les enjeux de la création des établissements publics locaux d'enseignement ont été mis en exergue à travers plusieurs exemples de développement ou d'expérimentation de communes.

À souligner, les témoignages de nombreux intervenants dépendant de l'Éducation nationale, des associations d'éducation populaire, etc. qui ont rythmé les tables rondes et sont venus les enrichir.

Contentieux avec les écoles privées sous contrat : l'expertise judiciaire du cabinet d'avocats Seban & associés

Un grand nombre de contentieux oppose actuellement les organismes de gestion des établissements catholiques (OGE) aux communes, tant du fait de la différence d'interprétation des dépenses de fonctionnement, que du refus de nombreux maires de cautionner un dispositif inégalitaire les obligeant à financer les établissements privés.

Le cabinet d'avocats Seban & associés, en la personne de Jean-Louis Vasseur, avocat, a proposé à l'Andev d'apporter un éclairage juridique à la réflexion des directeurs de l'éducation des villes, confrontés à de tels litiges.

Les ressources sur lesquelles les communes doivent compter face à la multiplication des contentieux avec les écoles privées sous contrat.

De plus en plus de communes sont confrontées à de lourdes demandes indemnitaires de la part d'écoles privées sous contrat d'association avec l'État – installées sur leur territoire – et estiment n'avoir pas reçu l'aide financière à laquelle elles auraient droit.

Cette situation, donnant lieu à de longs contentieux et à d'importantes expertises judiciaires, offre un contraste saisissant avec les décennies ayant suivi l'adoption de la loi Debré du 31 décembre 1959, où prédominait la recherche par les organismes gestionnaires des écoles sous contrat d'accords amiables avec les collectivités.

Une telle évolution et ses impacts sur les finances locales sont, naturellement, causes d'inquiétudes croissantes de la part des élus locaux, inquiétudes que n'apaise pas la loi Carle du 28 octobre 2009 mettant fin à une disposition imposant aux communes de financer aussi les dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat implantées hors de leur territoire.

Les communes, dans ce contexte, n'ont d'autres choix que de mettre de leur côté tous les atouts nécessaires pour ne pas avoir à assumer des dépenses qui ne les incombent pas et, dans tous les cas, pour aborder les demandes, contentieux et négociations dans les conditions les plus favorables à leurs intérêts.

Les communes peuvent s'appuyer sur les ressources que leur offre le droit : textes et jurisprudence ont limité l'étendue de leurs obligations en direction des écoles privées sous contrat.

Les obligations des communes n'ont nullement un caractère illimité.

Il est opportun de se souvenir que la loi du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'État et les établissements privés n'a pas abrogé l'article 2 de la loi Goblet du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire considéré comme interdisant toute subvention publique en faveur des écoles primaires privées (CE avis du 19 juillet 1888).

La participation au financement des écoles primaires a forcément un caractère dérogatoire par rapport au principe d'interdiction débouchant nécessairement sur une conception limitative de l'étendue de l'intervention des collectivités, comme l'a lui-même énoncé le Conseil d'État dans un arrêt du 25 octobre 1991 (Syndicat national de l'enseignement chrétien, CFTC, n° 68523).

Tel est le sens des dispositions de l'article L. 442-5 du Code de l'éducation, stipulant que « les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge (par la collectivité) dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public ».

Les communes n'ont pas à financer les investissements des écoles privées.

Il découle de l'article L. 442-5 du Code de l'éducation que seules les dépenses de fonctionnement des écoles privées peuvent être prises en charge. Les communes n'ont pas à financer les dépenses d'investissement des écoles privées.

Dans le calcul de la contribution communale aux classes sous contrat, les dépenses d'investissement engagées par les communes au profit des établissements scolaires publics ne sauraient donc être prises en considération.

La jurisprudence a précisé, à cet égard, qu'une commune est fondée, dans cette perspective, à écarter des dépenses d'intérêt d'emprunt de la base de calcul du forfait communal (CAA Lyon, 30 décembre 2008, Commune de Clermont-Ferrand c/Ogec Fénélon, n° 05LY01682).

Le juge administratif, qui ne s'estime pas tenu par les règles de la comptabilité publique en la matière, n'hésite pas, il est vrai, à qualifier parfois de dépenses de fonctionnement des dépenses figurant aux investissements dans les comptes administratifs des communes.

Mais il n'en demeure pas moins qu'il exclut comme dépenses d'investissement les frais de grosses réparations des immeubles (CE 25 octobre 1991, Syndicat national de l'enseignement chrétien CFTC et a. n° 68523) et l'amortissement de dépenses telles que le matériel et les logiciels informatiques (CAA Lyon, 30 décembre 2008, commune de Clermont-Ferrand c/Ogec Monanges, n° 05LY02083).

Les communes n'ont pas à financer la scolarité des élèves non domiciliés sur leur territoire.

La jurisprudence a également précisé que les communes ne sont tenues d'assumer les dépenses de fonctionnement des écoles sous contrat que pour les seuls élèves domiciliés sur son territoire (TA Rennes 19 juin 2007 Ogec La Trinité n° 0301922).

La contribution des communes ne concerne que les seules dépenses d'externat.

Le juge administratif a précisé que les dépenses de fonctionnement servant de base au calcul du forfait communal ne peuvent précisément concerner que les seules dépenses d'externat des écoles publiques.

« Les dépenses de fonctionnement matériel d'une classe élémentaire sous contrat d'association constituent une dépense obligatoire à la charge de la commune qui s'évalue à partir des dépenses de fonctionnement relatives à l'externat des écoles publiques correspondantes inscrites dans les comptes de la commune » (TA de Cergy-Pontoise 29 mai 2007 association d'éducation populaire Saint-Denis Fidelis c/ville de Montreuil, req. n° 9913581-8).

Il ne peut être question, par exemple, de faire entrer dans le calcul de la contribution communale les frais d'hébergement des élèves en pensionnat.

Les dépenses de fonctionnement matériel d'une classe élémentaire sous contrat ne comprennent pas les dépenses de fonctionnement relatives aux activités péri- ou extrascolaires, les dépenses sociales, annexes ou complémentaires.

Si, aux termes de l'article L. 533 du Code de l'éducation, « les collectivités locales [...] peuvent faire bénéficier des mesures à caractère social tout enfant sans considération de l'établissement qu'il fréquente », il résulte des termes mêmes de cet article que les collectivités locales ont la faculté mais non l'obligation d'accorder aux élèves des écoles privées les mêmes aides qu'aux élèves des écoles publiques.

Il en est ainsi des services annexes à l'école et concourant facultativement à son fonctionnement ainsi que de la participation aux activités extrascolaires présentant un caractère facultatif.

Si l'article L. 216-1 du Code de l'éducation précise que « les communes [...] peuvent organiser dans les établissements scolaires, pendant leurs heures d'ouverture et avec l'accord des conseils et autorités responsables de leur fonctionnement, des activités éducatives, sportives et culturelles complémentaires », aucune loi n'a prévu l'extension à l'enseignement privé de ces dispositions.

Ne doivent pas être prises en considération, les dépenses relatives :

- à la restauration (CE ass. 5 juillet 1985, ville d'Albi et autres, Lebon p. 220) ;
- aux transports scolaires (CE 14 janvier 1987, département du Pas-de-Calais, Lebon T. p. 724 et 754) ;
- à un service pédagogique facultatif complémentaire (TA de Cergy-Pontoise, 29 mai 2007, association d'éducation populaire Saint-Denis Fidelis c/ ville de Montreuil – visites de musée, théâtre ou cinéma, conférence, excursion dans le cadre des contrats de réussite scolaire) ;
- aux études dirigées de l'externat surveillé du soir, aux classes de neige ;
- à l'accompagnement scolaire des élèves ;
- aux livres offerts en fin d'année (TA de Cergy-Pontoise, 29 mai 2007, association d'éducation populaire Saint-Denis Fidelis c/ville de Montreuil) ;
- et les dépenses facultatives concernant les fournitures scolaires individuelles (TA Toulouse 15 décembre 1988, OGEc de Saint-Hermeland, Lebon T. p. 825).

Les dépenses de fonctionnement à retenir ne peuvent comprendre que certaines des dépenses d'administration générale.

La jurisprudence admet que des dépenses d'administration générale soient retenues pour le calcul du forfait d'externat, mais à la condition qu'elles aient été engagées au bénéfice des écoles primaires publiques de référence.

C'est ce principe qui conduit le juge à estimer qu'« il n'y a pas lieu, pour évaluer le forfait d'externat, de tenir compte de l'ensemble des dépenses d'administration générale de la commune [...] en activité support des programmes communaux pour l'enfance et la jeunesse » (TA de Cergy-Pontoise, association d'éducation populaire, Saint-Denis Fidelis c/ville de Montreuil).

Les communes ne sont tenues qu'à certaines conditions, de contribuer aussi aux dépenses de fonctionnement des écoles maternelles privées sous contrat.

Les communes ne sont tenues, à l'égard des écoles maternelles privées, à l'obligation de prise en charge de leurs dépenses de fonctionnement, que dans la mesure où elles auraient donné leur accord à la conclusion du contrat d'association.

L'article 7 du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 (modifié par le décret n° 85-728 du 12 juillet 1985), précise, en effet, que :

« En ce qui concerne les classes maternelles ou enfantines, la commune siège de l'établissement, si elle a donné son accord à la conclusion du contrat, est tenue d'assumer, pour les élèves domiciliés dans la commune et dans les mêmes conditions que pour les classes maternelles ou enfantines publiques, les dépenses de fonctionnement (matériel) des classes sous contrat, sous réserve des charges afférentes aux personnels enseignants rémunérés directement par l'État [...] »

C'est ce qui résulte également de plusieurs arrêts d'assemblée rendus en 1985 dans lesquels le Conseil d'État a considéré que les communes « n'ont pas à supporter les dépenses de fonctionnement des classes enfantines ou maternelles des établissements privés, sauf lorsqu'elles ont donné leur accord au contrat concernant ces classes » (CE ass. 31 mai 1985, ministre de l'Éducation nationale c/association d'éducation populaire, Notre-Dame-d'Arc-les-Gray, rec. CE p. 167 ; CE ass. 31 mai 1985, Ville de Moissac, rec. CE p. 168).

La commune n'est tenue de verser aux écoles maternelles une dotation par élève semblable à celle des maternelles publiques que si elle a approuvé leurs contrats d'association par délibération ou au travers d'une convention avec les établissements.

Il a été ainsi jugé « que le maire de Millau a signé le 1er juillet 1982, avec les représentants de chacune de ces écoles des conventions (...) ; que, par ces conventions, qui se réfèrent expressément aux contrats d'association conclus par l'État avec les écoles ainsi qu'aux dispositions réglementaires régissant la prise en charge par les communes des dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association, la commune de Millau doit être regardée comme ayant, en ce qui concerne les classes maternelles,

donné son accord à la conclusion des contrats » (CE sect. 22 mars 1996, AGECE Saint-Martin et autres... LebonT., p. 92).

Les limites mises en évidence par ces textes et jurisprudences aux obligations des communes en matière de financement des écoles privées sous contrat sont autant de moyens qu'elles doivent, ainsi que leur conseil, faire valoir dans un contentieux.

Mais le seul rappel de ces règles, s'il constitue un préalable essentiel lors d'un contentieux avec des écoles privées sous contrat ou d'une expertise judiciaire, peut s'avérer insuffisant pour assurer la défense des intérêts d'une commune.

Les communes ne peuvent se limiter à opposer les règles limitant l'étendue de leurs obligations vis-à-vis des écoles privées.

Lorsqu'ils saisissent, en effet, la juridiction administrative, les organismes gestionnaires d'écoles privées sous contrat apportent, bien souvent à l'appui de leurs prétentions, des évaluations chiffrées, établies à partir du compte administratif et de la contribution que la collectivité aurait dû, selon eux, leur verser.

Face au juge, la commune ne pourra se borner, pour sa défense, à leur opposer des arguments juridiques généraux. Il lui faudra être en mesure de produire des éléments concrets d'appréciation et d'évaluation, faute de quoi le Tribunal pourra ne pas tenir compte de sa position.

Il en sera de même lorsque le juge, comme habituellement en cette matière, se prononcera au vu du rapport réalisé par l'expert qu'il aura préalablement désigné. Il pourra, par exemple, écarter les arguments de la commune dès lors qu'ils ne seront assortis d'aucun élément d'information précis.

Ainsi, le tribunal administratif de Lille, évaluant les dépenses de maintenance à retenir pour le calcul du forfait d'externat, d'énoncer : « S'il y aurait lieu d'exclure les surfaces réservées à la cantine et à l'école maternelle, le tribunal ne disposant pas des éléments permettant de déterminer la surface de la salle des sports, il convient de prendre en compte la totalité de la surface de l'établissement. » (TA Lille, association d'éducation populaire de l'école privée Saint-Christophe c/commune de Béthune, n° 98-1470)

On perçoit aisément l'ampleur du préjudice pouvant en résulter pour la ville.

Le tribunal administratif de Rennes, pour sa part, évaluant celles des dépenses d'investissement qu'il estime être, en réalité, des dépenses de fonctionnement en faveur des écoles, indique que « la commune de Pontivy n'est pas fondée à se prévaloir de l'impu-

tation comptable de certaines dépenses en section « investissement » pour soutenir que celles-ci doivent de ce seul fait être exclues des bases de calcul du forfait d'externat » (TA Rennes, 19 juin 2007, Ogec La Trinité, n° 0301922).

Invoquer la règle s'appliquant ne suffit pas, encore faut-il démontrer que les dépenses concernées relèvent bien, concrètement, des investissements.

C'est parce que la commune s'est limitée à invoquer un argument juridique que le tribunal administratif de Bordeaux refuse que soient écartées du calcul du forfait d'externat les charges d'administration générales afférentes aux dépenses scolaires. Pour le juge « en se bornant à invoquer leur caractère indirect, la commune ne conteste pas utilement [cette] prise en compte » (TA Bordeaux, 15 mai 2008, Ogec de l'école Saint-Michel-Saint-Pierre, n° 0201616).

Le même tribunal précise, aussi, « que par la seule allégation, non assortie de précisions chiffrées, qu'elle met son service de transport scolaire [...] à la disposition des écoles privées [...], la commune ne conteste pas utilement l'évaluation de ces dépenses par l'expert » (TA Bordeaux, cf. préc.).

Pour donner à leurs arguments toute leur efficacité, les villes doivent pouvoir s'appuyer sur des données rigoureuses et facilitant leur démonstration.

Faute de pouvoir fournir à l'expert judiciaire et au juge administratif des éléments chiffrés et/ou des évaluations précises, les communes se retrouvent en position de faiblesse. Il leur est effectivement très difficile de faire valoir leurs arguments, notamment juridiques.

Comment, par exemple, faire valoir l'argument selon lequel les dépenses de fonctionnement à prendre en compte dans le calcul du forfait d'externat sont celles consacrées à l'enseignement public et ne peuvent donc comprendre la totalité de charges de personnels affectés aussi bien à des activités scolaires que non scolaires, si la commune n'est pas capable d'apporter des éléments concrets à l'appui de son propos ?

Ces éléments sont indispensables pour montrer que, non seulement le compte administratif n'apporte pas toutes les réponses, mais aussi que des charges de personnels affectés à l'entretien de salles de classes et à celui de locaux de restauration scolaire ou de bâtiments à usage non scolaire sont souvent imputées au compte administratif des communes dans une même rubrique de la fonction 2, enseignement. Cela peut résulter d'erreurs d'imputations, mais aussi de l'application du principe selon lequel une dépense est attribuée à la fonction correspondant à son objet principal.

Si la collectivité ne peut le démontrer ni ne peut apporter d'évaluation rigoureuse des charges à retenir et à écarter du calcul du forfait d'externat, les charges de personnels considérées entreront entièrement, à son détriment, dans la base de ce calcul.

Pour être en mesure de mieux assurer leur défense, les collectivités doivent pouvoir disposer d'une étude approfondie, détaillée, incontestable des dépenses qu'elles consacrent réellement à l'enseignement public.

Disposer à l'occasion d'un litige, en vue d'une expertise ou d'un contentieux, d'une étude très sérieuse et argumentée des dépenses qu'elles consacrent effectivement à l'enseignement public est impératif pour les communes.

Une telle étude pourra être réalisée par les services municipaux eux-mêmes, lorsqu'ils disposent des moyens de le faire. Elle pourra également être réalisée par le moyen d'une expertise extérieure, le recours à un cabinet d'audit de bonne notoriété étant préférable.

Réalisée en relation étroite avec les services juridiques et les conseils des communes, l'étude utilisera l'outil de la comptabilité analytique pour dégager les dépenses effectivement consacrées au fonctionnement de l'enseignement public.

L'étude devra, en tout état de cause, recourir à l'outil de la comptabilité analytique, le seul « permettant de calculer et de justifier les dépenses scolaires, notamment celles dont [les communes] sont obligatoirement redevables au titre du fonctionnement de l'école », comme le recommande la Cour des comptes dans son rapport public thématique intitulé « Les communes et l'école de la République » en date du 16 décembre 2008.

On soulignera, à ce propos, l'insistance du rapport sur la nécessité de cet outil analytique pour le calcul des forfaits d'externat, « [le] financement de l'école privée [étant] d'autant plus sujet à contentieux que les bases de calcul des forfaits communaux ne sont pas fondées sur des données comptables fiables et homogènes. L'établissement d'une comptabilité adaptée, enregistrant avec suffisamment de précision et de fiabilité la dépense scolaire est indispensable car seule la mesure exacte de l'effort budgétaire consenti par les communes peut permettre d'apprécier si les principes de gratuité et d'égalité ne sont pas remis en cause ».

La jurisprudence administrative a d'ailleurs adopté la même position puisque le Conseil d'État statuant sur la qualification juridique de certaines dépenses juge que « seuls des éléments de comptabilité ana-

lytique permettraient d'en déterminer le montant exact » (CE, 11 février 2005, organisme de gestion du cours du Sacré-Cœur, n° 259290).

Pour le Tribunal administratif de Rennes « seul l'examen, à l'aide d'éléments de comptabilité analytique, de l'intégralité des comptes de collectivité concernée permet de déterminer le montant des dépenses de fonctionnement matériel afférentes à l'externat des écoles publiques au sens des dispositions précitées de la loi du 31 décembre 1959 modifiée » (TA Rennes, 19 juin 2007, Ogec La Trinité, n° 0301922).

En pratique, une telle étude, se déroulant en relation étroite avec les services de la ville et ses conseils, supposera un retraitement de nombreuses données du compte administratif pour en dégager les éléments pertinents, à savoir les seules dépenses de fonctionnement matériel consacrées à la scolarité obligatoire.

Elle permettra d'en écarter les dépenses facultatives prises en charge par la collectivité, qu'elles soient sociales, culturelles ou sportives, ou encore ces coûts sans rapport avec le fonctionnement des écoles que sont, par exemple, les indemnités des élus (TA Nantes, 1^{er} mars 2005, Ogec de Saint-Gohard et a. n° 992532).

Mais surtout, elle autorisera de proposer, à l'expert ou au juge, des méthodes et des critères d'évaluation capables de cerner l'effort financier véritablement consacré à l'enseignement public par la ville.

Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera possible de faire surgir la différence, par exemple, entre les dépenses de maintenance, de chauffage ou d'assurance des bâtiments scolaires nécessaires à l'activité scolaire obligatoire et celles qui ne le lui sont pas, comme les activités péri- ou extrascolaires de plus en plus nombreuses à occuper ces bâtiments.

L'étude permettra à la commune d'aborder le contentieux et, avant cela, la phase d'expertise, dans des conditions qu'elle aura aidé à déterminer et qui lui permettront de faire valoir, à tous les stades, son point de vue.

S'appuyant d'études sérieuses et documentées, les arguments juridiques que les communes développeront devant l'expert judiciaire puis le juge administratif auront sans doute plus de poids.

Le déroulement d'une expertise, dans le cadre d'un contentieux pré-engagé ou non, revêt un enjeu consi-

dérable dans la mesure où, en la matière, le juge est enclin à s'en remettre aux conclusions et éléments du rapport de l'expert qu'il aura désigné.

Il est donc essentiel pour la collectivité d'être en mesure de proposer, dès le début de l'expertise, l'audit qu'elle aura réalisé ou fait réaliser sur les dépenses qu'elle consacre à l'enseignement public.

En prenant cette initiative, elle créera une situation plus équitable par rapport aux écoles privées dont les organismes de gestion présentent fréquemment et d'emblée une étude chiffrée (souvent réalisée avec un logiciel fourni par leurs organes de tutelle) sur la base des comptes administratifs de la commune.

Une étude complète, solide et rigoureusement argumentée et documentée permettra à l'expert judiciaire d'en retenir, en tout ou en partie, la méthode, les critères et les évaluations, cela au probable avantage de la ville.

En tout état de cause, comme la collectivité et son conseil ne manqueront de le réclamer, l'audit sera annexé au rapport d'expertise puis transmis au juge administratif qui disposera alors de l'étude complète de la commune.

Dans la procédure qui se poursuivra éventuellement devant la juridiction administrative, la commune et son conseil bénéficieront d'un document leur permettant d'ancrer dans des évaluations concrètes leur argumentation juridique contre les écoles privées et, le cas échéant, du contenu du rapport d'expertise permettant au juge de trancher.

Enfin, disposant d'une telle étude, les communes auront un moyen d'engager avec les organismes gestionnaires des écoles privées sous contrat des discussions susceptibles d'éviter des contentieux ou de les renouveler.

Si les communes sont préoccupées par d'éventuels contentieux avec des écoles privées sous contrat, elles bénéficient pourtant de ressources pour assurer leur défense, dès lors qu'elles sont déterminées à opposer conjointement arguments juridiques et audits financiers ou à anticiper les débats avec l'adversaire avant tout contentieux, durant l'expertise, devant le juge administratif.

Didier SEBAN
Jean-Louis VASSEUR
Avocats à la Cour
SCP SEBAN & ASSOCIÉS

Rétrospective 2009

Rarement une année commença, comme 2009, avec autant d'incertitudes.

Tout d'abord la crise des lycées : le mouvement lycéen va-t-il reprendre ou non ? la réforme sera-t-elle maintenue ? Ensuite les enseignants : leur mécontentement au primaire reste profond malgré les avantages matériels accordés. Dans le secondaire, partisans et opposants du changement ont bien du mal à sauvegarder un semblant d'unité.

Mais la principale incertitude est externe à l'école : c'est la crise. Elle n'a qu'effleuré l'économie française en 2008 mais aujourd'hui, elle est plus profonde.

Vous retrouverez ci-dessous les faits marquants de l'année 2009.

Évaluations en CM2

Dès janvier 2009, les évaluations, six mois avant la fin de l'année scolaire, sont contestées. Selon les propos officiels, elles permettent aux enseignants d'avoir le temps de compléter ou de consolider les apprentissages éventuellement déficients.

Ce dispositif a été décidé en 2007 par Xavier Darcos. Dans un document d'orientation, le ministre présente cette évaluation comme un moyen de connaître et de faire connaître les acquis des écoliers français à des moments clefs de leur scolarité, notamment en comparaison avec d'autres pays.

La situation se durcit, de plus en plus de « désobéisseurs » ne veulent pas appliquer les consignes.

RASED

La fin annoncée des Rased : recul pour la moitié des postes. Ainsi 1 500 des 3 000 maîtres E et G que le ministre envisageait de sédentariser ne seront finalement pas implantés dans une classe et conserveront leur mission d'enseignants spécialisés.

Ondes radio

Ordinateurs et réseaux s'installent dans les écoles, avec une grande crainte, les effets du Wifi. « À ce jour, aucune étude à grande échelle n'a démontré ni l'innocuité ni la dangerosité de l'exposition aux ondes associées à l'utilisation des téléphones mobiles ainsi qu'à d'autres technologies hertziennes » note la mairie de Paris. Alors, principe de précaution et retirer le Wifi ?

Des Assises nationales pour l'éducation

« C'est l'émergence d'un grand projet national appelé à rassembler et d'un vaste débat sur le fond ». Yves Fournel, président du réseau français des villes éducatrices, annonce l'organisation d'Assises nationales pour l'éducation le 6 juin 2009. La force du projet réside déjà dans les organisations signataires de « l'appel de Rennes » : Afev, Prisme, Andev, Ceméa, Crap, Francas, mais aussi les parents de la Fcpe, la Ligue de l'enseignement, les syndicats Cfdt, Sgen-Cfdt, Fsui, Unsa, et Se-Unsa.

L'appel de Rennes évoque le rôle de chacun : « Dans notre pays », dit-il, « des parents, des enseignants, des universitaires, des associations complémentaires de l'enseignement public et d'éducation populaire, des professionnels des collectivités locales, des élus locaux, des professionnels de la petite enfance, des éducateurs sportifs et des artistes se mobilisent autour de l'éducation et de la formation, dès la petite enfance et tout au long de la vie. Au quotidien, ils travaillent, innovent, cherchent des solutions concrètes pour la réussite et l'épanouissement des enfants et des jeunes. Or, malgré ces engagements, des inégalités territoriales et sociales et des retards insupportables subsistent dans l'accès aux savoirs et à la formation ! ».

Le SMA toujours

Devant les difficultés des villes (réelles ou mises en avant) pour organiser le SMA, faut-il appeler des enseignants retraités pour se substituer aux enseignants en grève le 29 janvier ? La question se pose après le courrier envoyé aux enseignants retraités de Loire-Atlantique par l'inspecteur d'académie. « Je m'adresse à vous pour vous demander si, compte tenu de votre expérience professionnelle, vous accepteriez de participer à l'organisation du service d'accueil dans votre commune ou dans une autre, dans les conditions définies par la commune ».

Les enfants victimes de handicap à l'école

« Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise condamne l'État à verser des dommages et intérêts à trois familles et à leurs enfants handicapés mentaux, qui se trouvaient sans aucune solution éducative ».

Faute de places suffisantes dans les établissements, les trois enfants handicapés mentaux ont été privés de leurs droits à l'éducation. Outre cette privation du droit fondamental au droit à l'éducation, leurs parents ont supporté des charges financières particulièrement lourdes : frais de garde mais aussi réduction de leurs activités professionnelles. Après une instruction de près de cinq ans, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise leur donne raison et condamne l'État à verser des dommages et intérêts.

Le tribunal a notamment considéré que l'obligation de scolarisation dès trois ans pesait sur l'État. Selon l'Unapei, près de 5 000 enfants handicapés sont privés de leurs droits à l'éducation.

L'hygiène et la santé dans les écoles primaires

L'ONS (Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement) a lancé une enquête sur les sanitaires dans les écoles élémentaires. Le ministère publie une plaquette fixant des conseils d'hygiène pour les écoles. En 2008, trois écoliers sur quatre jugent les toilettes nauséabondes, souvent sales et peu accueillantes, un grand nombre est dépourvu de papier.

Conséquences : un écolier sur sept a peur d'y aller, seulement 43 % les utilisent régulièrement. Cette situation génère des problèmes médicaux (énurésie, constipation, infections urinaires etc.).

Le SMA ne s'impose pas

Le ministère reconnaît 48 % de grévistes dans le premier degré et 28 % dans le second le 29 janvier.

Malgré les annonces ministérielles, le service minimum d'accueil ne s'est pas généralisé. Selon l'AFP, une vingtaine de grandes villes l'ont appliqué et un nombre a peu près équivalent, dont Paris, ne l'a pas mis en place, arguant de la difficulté de trouver du personnel d'encadrement.

Fin des IUFM ?

La réforme des concours d'enseignement se heurte à la résistance des IUFM. La Sorbonne accueillait le 31 janvier une centaine de représentants de quinze IUFM constituant une « coordination nationale sur la formation des enseignants ». La coordination a voté « le retrait de la réforme des concours et de la formation des enseignants », le maintien des concours dans leur configuration actuelle et « l'ouverture de négociations » sur les futurs concours.

Semaine de 4 jours

Imposée, mise en œuvre avec précipitation, le passage à la semaine de 4 jours plaît aux parents (87 % de satisfaits selon la Peep). « Mais la semaine de quatre jours est sans doute le plus mauvais calendrier qui soit » déclare la FCPE. « La semaine de quatre jours impose trop de ruptures aux rythmes biologiques de l'enfant ». Ces ruptures désorganisent les rythmes biologiques et conduisent à un déficit de sommeil chronique. De plus, les apprentissages ramassés seraient moins efficaces que les apprentissages distribués dans le temps.

Éducation à la nutrition

« Lors des trois dernières décennies, les modes de vie sont devenus plus sédentaires, notamment du fait

de certains loisirs des enfants (télévision, jeux vidéo) et du développement des moyens de transports automobiles. Simultanément, les habitudes alimentaires se sont transformées, conduisant à une réduction de la consommation d'aliments sources de glucides complexes (céréales, légumineuses et féculents), une stagnation, voire une réduction, de la consommation de fruits et de légumes, une augmentation de celle de glucides simples et de lipides (aliments gras et sucrés et boissons sucrées), tandis que l'apport en sel est trop élevé. »

Les devoirs sur Internet

L'annonce de la fermeture du site « faismesdevoirs.com » qui proposait de vendre en ligne des devoirs corrigés met un point final à une idée qui nous a fortement interrogés. « Le site qui fait scandale aujourd'hui impose d'aller plus loin que la protestation. Il nous faut préparer un autre avenir pour l'école ». Pierre Frackowiak, IEN honoraire, revient sur l'affaire : « Le vrai scandale est de crier, de revendiquer des interdits de faire faire ses devoirs, de copier sur son voisin, de faire des copier/coller... et d'en rester là ».

Les jeunes et l'alcool

Les députés ont adopté le 10 mars l'interdiction de la vente d'alcool et de tabac aux mineurs. La vente et l'offre à titre gratuit d'alcool aux mineurs seront interdites dans les bars et les commerces ou lieux publics. Mais la publicité pour l'alcool sera autorisée sur Internet, média préféré des jeunes... Les « open bars » seront interdits mais les dégustations autorisées...

Plan antiviolence

C'est déjà le troisième plan antiviolence scolaire lancé par Xavier Darcos. En janvier 2008, il disait : « Je ne saurais accepter la multiplication des entorses à la tranquillité nécessaire à l'apprentissage. Je ne saurais accepter la banalisation des faits de violence ». En 2002, ministre délégué de Luc Ferry, il avait lancé un autre plan contre la violence scolaire. « L'objectif est de faire baisser la violence de moitié en cinq ans » promettait-il. Sept ans plus tard, la situation ne semble pas avoir beaucoup progressé...

Le printemps de la jupe

Avant d'être un film, « le jour de la jupe » était une action éducative de terrain créée à Rennes il y a quatre ans. Devenue « le printemps de la jupe », l'opération continue de plus belle. Elle mobilise tout au long du mois de mars lycéens, collégiens, apprentis qui réalisent des spectacles, des vidéos sur le thème de la parité pour les présenter à leurs camarades.

Un collectif à l'assaut de Base élèves

Un collectif national de résistance à Base élèves devrait donner un nouveau souffle à la contestation

de ce fichier national des élèves du primaire. Le collectif appelle les parents à porter plainte.

Le fichier Base élèves a déjà fait l'objet de plusieurs modifications pour en retirer les éléments propres à l'origine nationale ou sociale de l'enfant. Une plainte a été déposée auprès de l'ONU en mars dernier. Un noyau dur de directeurs d'école refuse d'enregistrer les élèves et fait parfois l'objet de sanctions. Ils dénoncent la volonté de fichage des enfants gouvernementale et craignent une exploitation policière du fichier.

Le programme d'équipement informatique des écoles rurales

Dans le cadre du plan de relance, 50 millions d'euros permettront à 5 000 écoles rurales de bénéficier d'ordinateurs, de TBI et d'accès Internet. Parmi les questions à suivre de près: le partage des rôles entre État et municipalités, la sélection des écoles (appel à projets?), la maintenance technique, l'accompagnement pédagogique.

Musées nationaux gratuits

Dès le 4 avril, les musées nationaux sont ouverts gratuitement aux jeunes de la Communauté européenne âgés de moins de vingt-six ans ainsi qu'aux enseignants français du primaire et du secondaire. Cette mesure concerne les collections permanentes d'une cinquantaine de musées et une centaine de monuments dont le Louvre, les thermes de Cluny et le château de Versailles.

Pour le ministère de la Culture, cette mesure est susceptible d'amener les jeunes dans les musées. Une expérimentation a été menée, début 2008, qui a révélé le succès de la gratuité auprès des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans. Les jeunes visiteurs ont en effet exprimé très majoritairement leur satisfaction de pouvoir entrer librement dans les musées. Elle les incite, certains pour la première fois, à pousser leurs portes.

Sur le plan social, l'impact est plus relatif. La gratuité ne modifie pas profondément l'origine sociale des visiteurs, la majorité d'entre eux étant effectivement issue des classes moyennes et supérieures.

Jardins d'éveil vs école maternelle

« Dès la rentrée, nous allons expérimenter un autre mode de garde qui viendra compléter la palette déjà proposée, les jardins d'éveil pour les deux-trois ans ». Nadine Morano, secrétaire d'État à la famille, relance-t-elle la bataille contre l'école maternelle? Elle annonce que ces jardins « seront intégrés dans les écoles lorsque cela est possible. Le financement de 8 000 places (13 000 euros en crèche et 7 500 euros en jardin d'éveil) est prévu dans la nouvelle convention avec la CNAF. Il fera intervenir CAF, collectivités

locales, parents (en fonction de leurs revenus comme pour une place de crèche) mais aussi les entreprises qui, dans le cadre de leur politique familiale, pourront financer les places de jardins d'éveil tout comme elles financent des places de berceaux ».

Stages de vacances

Lors des vacances de printemps, des stages gratuits furent proposés. Programmée sur cinq jours, à raison de trois heures d'enseignement quotidien, chacune des sessions permet aux élèves une remise à niveau dans les matières fondamentales: français et mathématiques. Le dispositif repose sur la mobilisation d'enseignants volontaires du premier degré, qui sont rémunérés par des heures supplémentaires défiscalisées et exonérées de cotisations sociales.

Grippe

La décision de passer au niveau 5A a eu des répercussions sur l'Éducation nationale.

Publié au BO spécial du 18 décembre 2008, le plan ministériel de prévention et de lutte « pandémie grip-pale » prévoit d'abord une information des personnels et des élèves. Les affichettes et les autocollants relatifs aux gestes d'hygiène « barrière » destinés à limiter la propagation des infections respiratoires hivernales, sont apposés dans tous les établissements d'enseignement primaire et secondaire, dans les universités et établissements d'enseignement supérieur, dans les services déconcentrés et en administration centrale.

L'essentiel du plan de continuité est le maintien du lien pédagogique en cas de fermeture de l'établissement grâce au téléphone ou à Internet. « Dans les collèges et lycées, après concertation avec les personnels, des enseignants référents doivent être désignés afin d'assurer, du lundi au vendredi, des permanences dans l'établissement. Ils assureront un lien entre les élèves et leurs enseignants pour le suivi et l'aide aux devoirs.

Dans les écoles, la continuité pédagogique est définie par le directeur en liaison avec l'IEN et le maire de la commune et, après concertation avec les personnels [...], il conviendra que les établissements organisent des permanences pédagogiques renforcées. La communication avec les élèves se fera par téléphone ou par Internet, notamment en utilisant les espaces numériques de travail, lorsqu'ils existent. »

Quatorze expériences de busing lancées

« La mixité choisie, dite « busing », a été expérimentée. En 2009-2010, de nouveaux projets seront mis en place pour que ce chiffre soit doublé ». Dans une circulaire, le directeur de la Dgesco annonce les mesures du Plan espoir banlieue pour la prochaine année scolaire.

Luc Chatel remplace Xavier Darcos à l'Éducation

L'Élysée a fait connaître le nouveau gouvernement. Xavier Darcos devient ministre du Travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité. C'est Luc Chatel qui est nommé ministre de l'Éducation nationale tout en restant porte-parole du gouvernement. Valérie Pécresse reste ministre de l'Enseignement supérieur.

Avenir des AVS

Lancée par des syndicats, la pétition en faveur de la prolongation des contrats des 30 000 AVS a été remise à l'Élysée le 30 juin. Les syndicats dénoncent « le mépris » avec lequel ils ont été traités. « Il n'a pas été possible d'être reçus et entendus » alors même que la pétition réunissait 100 000 signatures.

Le ministre est intervenu à l'Assemblée nationale. Il a promis qu'« à la rentrée prochaine, il y aura toujours autant d'emplois vie scolaire et d'auxiliaires de vie scolaire dans les écoles, auprès des élèves ». Et plus précisément : « Sur un total de 30 000 contrats, les 18 000 contrats renouvelables seront renouvelés. Les 12 000 autres arrivent à leur terme, mais les postes, eux, sont maintenus ! Il y aura toujours, à la rentrée, des EVS ou AVS dans les classes... Nous cherchons actuellement des solutions avec le monde associatif. »

Prime pour les enseignants

Un décret et un arrêté instituant une prime pour les enseignants procédant aux évaluations de CE1 et CM2 en fixent le montant à 400 euros. Le montant de l'indemnité allouée à chaque enseignant remplissant les conditions est fixé par l'inspecteur d'académie – directeur des services départementaux de l'Éducation nationale, dans la limite du taux de référence. Ce montant est déterminé sur proposition de l'inspecteur de l'Éducation nationale chargé de la circonscription de l'école, en fonction de la participation effective des enseignants à ces évaluations.

Résultats du bac 2009 : trop

Avec 86 % de reçus, le bac fait un bond de presque 3 % par rapport à 2008. Cette augmentation est uniquement due à un meilleur taux en bac professionnel.

En effet avec 87,1 % de reçus, les bacheliers professionnels voient leur taux de réussite progresser fortement : il était de 77 % en 2008. On compte 86,8 % de reçus dans les secteurs tertiaires et industriels et 89,2 % en production agricole.

Le bac L compte 87,1 % de reçus (86,2 en 2008), la série ES 88,5 % (86,8 %) et la série S 89,6 % (89,2).

Pour les bacs technologiques, le pourcentage de reçus diminue globalement du fait du mauvais

résultat de la série ST2S. Il y a 78,7 % de reçus en STI (78,2), 86,7 % en STL (85,8), 81,2 % en STG (80,2) mais seulement 74 % au nouveau bac ST2S (82,6 % pour l'ancien bac SMS).

Au total le taux de bacheliers connaît une augmentation sensible passant de 63,8 % en 2008 à 66,4 % en 2007. C'est d'autant plus remarquable qu'il était stable depuis le milieu des années 1990 (avec un maximum à 64,3 % en 2006). C'est évidemment une bonne nouvelle si la France veut atteindre l'objectif européen de la moitié d'une tranche d'âge admis dans l'enseignement supérieur. La France compte environ 18 000 bacheliers de plus et on pourrait peut-être voir le nombre d'étudiants, à la baisse depuis plusieurs années, se redresser en 2009.

Brevet : le texte est paru

Le Journal Officiel du 25 juillet publie l'arrêté définissant la nouvelle épreuve du brevet à partir de la session 2011. Celle-ci comprendra :

- la maîtrise du socle commun de connaissances et de compétences, palier 3 ;
- la note obtenue à l'oral d'histoire des arts ;
- les notes obtenues à l'examen du brevet ;
- les notes de contrôle continu obtenues en cours de formation ;
- la note de vie scolaire.

Attention : dès 2010 une mention langue régionale est introduite et les sujets et barèmes deviennent nationaux.

Maternelle : publication d'un référentiel

Le BO publie un référentiel de formation pour les enseignants de maternelle. « S'il est nécessaire de mettre en œuvre des démarches pédagogiques respectueuses des besoins des jeunes enfants, les compétences professionnelles des enseignants de l'école maternelle répondent aux mêmes exigences et donc au même référentiel que celles de tous les enseignants de l'école primaire. Il est cependant indispensable, en formation initiale comme en formation continue, de prendre en compte les spécificités de cette pédagogie tout en l'inscrivant résolument dans le parcours de formation des maîtres du premier degré. Afin de faciliter cette démarche, l'annexe de la présente circulaire présente une déclinaison du référentiel de compétences des enseignants qui pointe les connaissances et les compétences qui doivent être particulièrement développées pour répondre aux besoins des jeunes enfants scolarisés en classe ou école maternelle ».

Les gestes professionnels peuvent être résumés dans six grands domaines, chacun d'eux mobilisant plusieurs des compétences du référentiel :

- la maîtrise de la communication orale dans la classe ;

- le pilotage des activités et des apprentissages ;
- le choix et la maîtrise des outils d'évaluation et de validation ;
- la différenciation et la diversification pédagogique ;
- la collaboration avec les partenaires de l'école et les parents ;
- la capacité à conduire une réflexion sur sa pratique professionnelle.

Suppression du Défenseur des enfants

Levée de boucliers après l'annonce, le 15 septembre, de la suppression du Défenseur des enfants, une institution indépendante qui veille à la défense des droits des mineurs et au respect de la Convention internationale des droits des enfants (CIDE). À la place serait créé un Défenseur des droits avec une mission plus générale de respect des lois françaises.

La loi sur le financement des écoles privées adoptée

L'article 89 qui a fait tant d'émule, parce qu'il prévoyait le financement public des enfants scolarisés dans une école privée sise hors de la commune, est abrogé. Le nouveau texte adopté par le Parlement clarifie les règles de financement.

La contribution de la commune de résidence pour un élève scolarisé, dans une autre commune, dans une classe élémentaire d'un établissement privé du premier degré sous contrat d'association constitue une dépense obligatoire lorsque cette contribution aurait également été due si cet élève avait été scolarisé dans une des écoles publiques de la commune d'accueil fixe le Parlement. En conséquence, cette contribution revêt le caractère d'une dépense obligatoire lorsque la commune de résidence ou, dans des conditions fixées par décret, le regroupement pédagogique intercommunal auquel elle participe ne dispose pas des capacités d'accueil nécessaires à la scolarisation de l'élève concerné dans son école publique ou lorsque la fréquentation par celui-ci d'une école située sur le territoire d'une autre commune que celle où il est réputé résider trouve son origine dans des contraintes liées :

- aux obligations professionnelles des parents, lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ;
- à l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ;
- à des raisons médicales.

La cagnotte

Une question qui fâche : la cagnotte expérimentée dans l'académie de Créteil dans six classes pour lutter contre le décrochage.

Six classes de trois lycées professionnels de l'académie de Créteil bénéficient d'une somme qui pourra aller jusqu'à 10 000 euros si des objectifs d'assiduité sont atteints. Cet argent pourra servir pour payer un voyage de fin d'année, un équipement etc. Ce programme est financé par le fond d'expérimentation du haut-commissaire à la jeunesse, Martin Hirsch.

Une mesure largement contestée. Philippe Meirieu se déclare « horrifié » par cette initiative. « C'est galvauder à la fois la notion de présence et celle de projet. En phase avec un contexte général de marchandisation, c'est un renversement complet du sens de l'école, lequel ne serait plus donné que par une rétribution. C'est une atteinte à ce qui fonde anthropologiquement l'échange éducatif. Car cet échange doit donner à la personne le goût d'aller au-delà, de se projeter dans l'avenir. Ce qui fait grandir l'élève, c'est la gratification symbolique, pas matérielle ».

« Le rôle de l'école n'est pas d'apprendre aux élèves comment gagner de l'argent par tous les moyens, mais de leur transmettre les savoirs et les valeurs indispensables pour leur épanouissement personnel et pour la vie en société ».

La réforme des lycées

Sévère mais argumenté, un constat dressant sur les difficultés des lycées met en avant les inégalités sociales et les sorties sans qualification : 35 000 jeunes quittent chaque année le lycée sans leur bac et 80 000 bacheliers quittent le supérieur sans diplôme.

■ Orientation

Deux principes sont énoncés : l'orientation doit être progressive et réversible. Pour cela le redoublement qui n'est « jamais une solution » doit devenir « l'exception ». Pour que les élèves puissent passer en classe supérieure malgré un niveau insuffisant ou changer d'orientation, le ministère créera des stages de vacances. Il y aura des stages passerelle offrant le complément de programme pour changer de filière. Il y aura aussi des stages de remise à niveau permettant d'éviter le redoublement. Parallèlement le ministère développera les plateformes multimédia d'information sur l'orientation.

Tous les lycées devront développer des liens avec le supérieur et les entreprises. Outre une banque de stages en entreprises, les services partagés d'enseignement entre supérieur et lycée seront encouragés ainsi que les stages d'enseignants en entreprise.

■ Réforme de la voie technologique

C'est l'annonce d'une refonte des programmes de STI.

■ Sauvetage de la voie littéraire

Dans cette réforme, trois enjeux :

- la création d'un nouvel enseignement de langues et civilisations étrangères propre à la série permettant une ouverture internationale ;
- l'introduction de disciplines nouvelles comme le droit ;
- la création d'un enseignement culturel et artistique ouvrant sur les métiers des loisirs.

■ Accompagnement personnalisé pour les élèves

Il y a trop de cours (1 036 heures annuelles en France contre 921 heures dans les pays de l'OCDE) et pas assez de plages de travail personnel. Dès la rentrée les élèves disposeront de deux heures d'accompagnement par semaine en seconde. Sous l'autorité d'un enseignant, ils pourront bénéficier de soutien ou d'approfondissement ou encore travailler leur orientation.

■ Plan d'urgence pour les langues

Annnonce d'un nouveau plan pour les langues. L'oral est privilégié et s'appuiera sur des assistants de langue et la visioconférence. Chaque lycée devra établir un partenariat avec un établissement étranger et organiser des voyages à l'étranger pour tous les élèves.

■ Introduction de l'histoire des arts au lycée

Un enseignement transversal d'histoire des arts sera introduit au lycée grâce à une réforme des pro-

grammes de français, histoire et sciences. Il sera évalué au bac. Chaque lycée devra mettre en place un partenariat avec un établissement culturel local et posséder un ciné-club avec une salle équipée.

■ Plus d'autonomie pour les lycéens

L'engagement associatif ou dans l'établissement des élèves sera reconnu dans le livret de compétences. Les élèves seront associés à la gestion de la cantine et des espaces des établissements.

Carte scolaire : l'assouplissement dénoncé

Le rapport de la Cour des comptes sur l'assouplissement de la carte scolaire (« Les communes et l'école de la République ») confirme que cette politique est néfaste.

Le rapport de la Cour des comptes sur la politique de la ville, remis au Sénat le 3 novembre, analyse l'évolution des collèges depuis « l'assouplissement de la carte scolaire ». Il montre que la ghettoïsation des établissements difficiles s'est accentuée.

À vrai dire, l'analyse de la Cour des comptes avait déjà été faite il y a plus d'un an. L'inspection générale avait remis un rapport qui annonçait cette chute. « Dans la plupart des départements visités », lisait-on, « la question de la survie de certains collèges est ouvertement posée... C'est aux deux extrémités de la hiérarchie des établissements que la mixité sociale est mise le plus rudement à l'épreuve : dans les établissements les plus convoités, il y a peu d'élèves de condition modeste ; dans les collèges les plus évités, ce sont les catégories favorisées qui ont disparu. »

Patrice DAVID

Cette rétrospective de l'année 2009 a notamment été dressée grâce au Café pédagogique : <http://www.cafepedagogique.net>

L'inscription du principe d'élaboration et la mise en œuvre du Projet éducatif local dans la loi: une proposition de l'Andev

Le Projet éducatif local (PEL) est le cadre formalisé, écrit, au sein duquel les acteurs qui interviennent dans le domaine de l'éducation sur un même territoire, s'inscrivent pour exercer leurs missions et leurs responsabilités, de façon conjointe, cohérente et cordonnée, autour d'objectifs communs, en direction et au bénéfice des enfants et des jeunes, pour leur développement, leur réussite et leur intégration dans la société et dans l'environnement local, au sein desquels ils vivent.

Il fixe les principes selon lesquels s'articulent et se coordonnent la politique éducative territoriale de la commune et celle des acteurs institutionnels au niveau national. Il doit intégrer le dispositif de réussite éducative dans le cadre du plan de cohésion sociale et le contrat urbain de cohésion sociale, volet « éducation » des contrats de ville.

Il sert de référence aux contrats passés entre la commune et ses partenaires et qui accompagne sa mise en œuvre, en particulier le contrat enfance jeunesse, le CLAS, le REAAP, le contrat de ville et d'agglomération, et les contrats de convention et d'objectifs avec les associations, pour la mise en place et le financement de dispositifs ou d'actions éducatifs.

La mise en œuvre d'un PEL repose sur une conception large et ouverte de l'éducation qui reconnaît à chaque acteur sa propre légitimité et sa propre responsabilité, tout en affirmant les valeurs communes sur lesquelles reposent leurs actions respectives. Ce concept d'éducation ne saurait donc se limiter à l'action scolaire qui en est une composante importante, mais non exclusive, il doit intégrer toutes les formes d'actions « non scolaires » qui participent au même titre à l'éducation des enfants et des jeunes. Ainsi, son contenu ne saurait se limiter à l'instruction dispensée aux enfants à travers leurs apprentissages fondamentaux, mais s'étendre à la sensibilisation au développement durable, à la découverte et au perfectionnement dans les domaines culturels et artistiques, sportifs, scientifiques et technologiques, mais aussi dans les domaines de l'informatique et du multimédia, de la citoyenneté et de la vie collective, de la prévention en matière de santé, principaux piliers de l'épanouissement des enfants.

Le PEL couvre un champ éducatif large allant de la petite enfance aux jeunes adultes. La réflexion qu'il génère, intègre même, dans certains cas, des actions auprès des adultes (parents, personnes relais, rapports intergénérationnels, etc.). Il couvre aussi tous les temps de vie de l'enfant, péri- et extrascolaire.

S'agissant d'un levier pour le développement éducatif du territoire, sont impliqués dans le PEL tous les acteurs locaux qui ont une responsabilité, à un titre ou à un autre, dans cette éducation, issus de la sphère publique ou privée, en particulier, et de façon non limitative, l'école, la commune (et les autres collectivités locales), les familles, les associations... Les acteurs concernés peuvent ainsi être soit des structures locales relevant d'organisations nationales (établissements, scolaires, associations d'éducation populaire, services départementaux de l'État, caisse d'allocation familiale, fédérations de parents d'élèves...), soit des acteurs émanant directement du tissu local (communes, associations et acteurs culturels, économiques locaux, représentants de parents, équipes éducatives...).

Dans un paysage contractuel de plus en plus morcelé et empilé, où les acteurs sont de plus en plus nombreux et divers, la condition de la réussite d'un PEL passe par la reconnaissance mutuelle de partenaires qui, bien que ne s'identifiant pas sur les mêmes objectifs, parviennent non plus à les partager mais à les combiner. Elle réside aussi dans l'implication de tous les acteurs locaux et nationaux, garantie de l'intérêt commun et de la mobilisation des capacités d'initiatives. En ce sens et lorsqu'une commune décide, dans le cadre du principe de libre administration des collectivités territoriales, de mettre en place un tel projet, cette démarche responsable doit introduire une obligation de partenariat renforcé pour les acteurs de l'État, et notamment l'Éducation nationale, dans une perspective d'accompagnement et d'appui à la réflexion, au montage et à la mise en place du dispositif.

C'est dans ce cadre que l'Andev prône aujourd'hui l'inscription dans la loi du principe d'élaboration et de mise en œuvre du Projet éducatif local en tant qu'instrument de réussite éducative pour toutes les communes qui en ont fait le choix, qui doit rester le résultat d'une initiative locale relevant de la démarche libre et volontariste des communes et de ses partenaires.

Questions écrites

Ces six derniers mois, de nombreuses questions écrites concernant l'éducation ont été posées au gouvernement par les sénateurs et les députés. Vous pouvez consulter ces questions et les réponses apportées sur les sites concernés (<http://questions.assemblee-nationale.fr> et www.senat.fr). Vous retrouverez ci-après des questions posées sur des sujets d'actualité concernant le premier degré.

■ L'avenir des RASED

Question écrite n° 10735 de M. Robert Navarro (Hérault – SOC) publiée dans le JO Sénat du 5 novembre 2009

M. Robert Navarro attire l'attention de M. le ministre de l'Éducation nationale sur l'avenir des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED). Il rappelle que 3000 postes budgétaires d'enseignants des RASED ont été supprimés à la rentrée 2009. 1500 postes en surnuméraire pour une ou deux écoles ont été créés à partir des reliquats des budgets des rectorats mais rien n'assure qu'ils pourront être reconduits à la prochaine rentrée. À l'heure actuelle, seulement 36 personnes suivent une formation spécialisée en aide rééducative. Elles étaient jusqu'à 200 ou 300 les années précédentes. La relève des professeurs partant en retraite risque de ne pas être assurée. Des études ont récemment montré que l'aide dispensée par les enseignants appartenant aux RASED ne peut être, dans la plupart des cas, remplacée par une aide personnalisée. Cette dernière se limite à un soutien hebdomadaire dispensé par les professeurs des écoles et convient pour pallier des difficultés ponctuelles. Mais elle est le plus souvent impuissante face aux situations de grande difficulté scolaire. Les enseignants dispensant une aide spécialisée ont en revanche reçu une formation particulière leur permettant d'aborder les difficultés de l'élève dans toute leur complexité et de répondre à sa situation spécifique. Ils l'aident non seulement à acquérir des connaissances, mais aussi à améliorer son comportement à l'égard d'autrui. En ce sens, ils jouent un rôle essentiel dans l'équilibre de la vie scolaire. Il s'interroge sur l'avenir des 1500 postes créés pour la rentrée 2009 et sur la possibilité du maintien d'un réseau suffisamment étoffé d'enseignants spécialisés pour accompagner les élèves en grande difficulté scolaire. Il désire savoir comment le Gouvernement entend garantir et développer une aide essentielle pour beaucoup d'enfants et pour l'ensemble du monde scolaire.

Réponse du ministère de l'Éducation nationale publiée dans le JO Sénat du 7 janvier 2010

Dans le premier degré, le traitement de la difficulté scolaire et la lutte contre l'échec scolaire consti-

tuent un des objectifs prioritaires du ministère de l'Éducation nationale. La réforme de l'enseignement primaire a permis de recentrer les actions de l'école sur les apprentissages fondamentaux. Elle vise à ce que chaque élève en difficulté reçoive une réponse adaptée à sa situation. La nouvelle organisation de la semaine scolaire, avec l'institution de l'aide personnalisée, permet aux enseignants affectés dans les classes de consacrer une partie de leur temps de service au soutien individualisé des élèves rencontrant des difficultés. Les maîtres ont ainsi la possibilité de traiter eux-mêmes, en prolongement de la classe, un certain nombre de difficultés d'apprentissage qu'ils ne pouvaient auparavant prendre en charge efficacement. Dans ce nouveau contexte, la contribution des enseignants spécialisés des RASED à la lutte contre la difficulté scolaire évolue. À la rentrée 2009, les lieux d'implantation des postes des enseignants spécialisés sont reconsidérés, et leurs modes d'action diversifiés : 1500 enseignants spécialisés itinérants sont affectés, en tant que maîtres surnuméraires, dans une ou deux écoles et l'action des maîtres spécialisés structurés en RASED est réinvestie spécifiquement pour intervenir sur les plus graves difficultés d'apprentissage, comportementales et psychologiques des élèves et répondre aux situations que les professeurs des écoles ne pourraient pas gérer dans le cadre des dispositifs d'aide personnalisée. Il n'est donc nullement question de « sédentariser » des équipes de RASED mais certains de leurs personnels lorsque le nombre d'élèves en difficultés, dans des écoles de grande taille justifie qu'un poste d'enseignant spécialisé exerce à temps complet sur une ou deux écoles géographiquement proches. Le meilleur emploi des maîtres spécialisés, tout comme l'aide personnalisée et les stages de remise à niveau en français et mathématiques proposés aux élèves de CM1 et CM2 pendant les vacances scolaires, contribue ainsi à la mise en œuvre d'un ensemble cohérent et complémentaire de réponses au traitement de la difficulté scolaire dans toutes les classes.

La participation de la commune de résidence aux frais de scolarité d'un enfant dans une autre commune

Question écrite n° 10974 de M. Jean Louis Masson (Moselle - NI) publiée dans le JO Sénat du 19 novembre 2009

M. Jean-Louis Masson attire l'attention de M. le ministre de l'Éducation nationale sur le fait que, lorsque l'école d'une commune n'est pas dotée d'un accueil périscolaire, les parents qui ont une activité professionnelle peuvent scolariser leurs enfants dans une autre localité. La commune de domicile est alors obligée de participer aux frais de fonctionnement

de l'école concernée. Dans le cas où une commune assure la garde des enfants entre midi et où elle met de plus à la disposition des enfants un local équipé pour réchauffer la nourriture qu'ils amènent pour leur repas de midi, il lui demande si on peut alors considérer que la commune assure un accueil périscolaire au sens de l'article L. 212-8 du Code de l'éducation.

**Réponse du ministère de l'Éducation nationale
publiée dans le JO Sénat du 11 février 2010**

Conformément à l'article L. 212-8 du Code de l'éducation, lorsque des écoles d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence. Toutefois, la réglementation pose des limites à la scolarisation d'un enfant en dehors de sa commune de résidence, le législateur s'étant efforcé d'établir un équilibre entre, d'une part, les droits des parents et des élèves et, d'autre part, les intérêts des communes. Ainsi, dès lors que la commune de résidence dispose d'une capacité d'accueil suffisante, elle ne peut être tenue de participer financièrement que si le maire a donné son accord à la scolarisation hors de la commune et dans un certain nombre de cas dérogatoires limitativement énumérés. En particulier, la commune de résidence doit participer à la scolarisation d'enfants dans une autre localité lorsqu'elle n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants, ou l'une seulement de ces deux prestations, et que les parents exercent une activité professionnelle. Le fait de laisser à la disposition de jeunes enfants fréquentant une école maternelle ou élémentaire un local équipé pour réchauffer la nourriture qu'ils apportent pour leur déjeuner ne peut être assimilé à la mise en place d'un service de restauration. Cette appellation s'applique à l'organisation par la commune, directement ou indirectement, d'un service de restauration collective assurant aux enfants des repas équilibrés en application de la circulaire n° 2001-118 du 25 juin 2001 relative à la composition des repas servis en restauration scolaire et à la sécurité des aliments.

**Question écrite n° 12485 de M. Daniel Reiner
(Meurthe-et-Moselle – SOC) publiée dans le JO
Sénat du 11 mars 2010**

M. Daniel Reiner attire l'attention de M. le ministre de l'Éducation nationale sur les difficultés d'application des règles de participation des communes aux frais de scolarité des enfants scolarisés dans une école primaire située dans une commune autre que celle de résidence, notamment en cas de déménagement en cours d'année. Il lui demande dans quels cas et sous quelles conditions la commune dans laquelle une famille a emménagé peut être contrainte d'assumer les frais de scolarité d'un enfant qui poursuit sa

scolarité dans l'école de la commune dans laquelle elle résidait auparavant.

**À propos de la compensation financière
allouée aux communes qui organisent
un service minimum d'accueil des élèves
en cas de grève des enseignants**

**Question écrite n° 10971 de M. Jean Louis
Masson (Moselle – NI) publiée dans le JO Sénat
du 19 novembre 2009**

M. Jean-Louis Masson attire l'attention de M. le ministre de l'Éducation nationale sur le fait que la compensation financière allouée aux communes qui organisent un service minimum d'accueil des élèves en cas de grève des enseignants ne suffit pas pour couvrir la dépense réellement engagée. Il souhaiterait qu'il lui indique sur quelle base cette compensation est calculée. Par ailleurs, il lui demande s'il serait envisageable d'améliorer les modalités de remboursement aux communes. À défaut, c'est-à-dire si l'État persistait à n'accepter qu'une compensation partielle, cela entérinerait le principe de la création d'une charge nouvelle supportée par les communes. Il lui demande s'il ne serait pas alors équitable de créer une recette en contrepartie.

**Réponse du ministère de l'Éducation nationale
publiée dans le JO Sénat du 28 janvier 2010**

Les dispositions du décret n° 2008-901 du 4 septembre 2008 relatif à la compensation financière de l'État au titre du service d'accueil précisent les modalités de calcul de cette compensation. Celles-ci prennent en compte soit le nombre d'enfants accueillis, soit le nombre d'enseignants grévistes, selon le mode de calcul le plus intéressant pour chaque commune. Dans le premier cas, le montant de la compensation s'élève à 110 euros par jour par groupe de quinze élèves. Dans le second cas, le montant de la compensation s'élève à neuf fois le salaire minimum de croissance horaire par enseignant de l'école ayant participé au mouvement de grève. En tout état de cause, l'article 2 du décret précité précise que « la compensation financière ne peut être inférieure à 200 euros par jour ». L'instauration d'un seuil plancher, ainsi que la prise en compte du mode de calcul le plus intéressant, permettent d'assurer aux communes une compensation financière couvrant l'intégralité de la dépense engagée lors de la mise en place du service d'accueil. Il convient de noter que la compensation est versée y compris dans les cas où la commune a fait appel à du personnel communal qu'elle aurait de toute façon rémunéré. Les montants de la compensation financière que l'État verse aux communes sont donc fréquemment supérieurs aux coûts réels supportés par ces dernières au titre de l'organisation du service d'accueil.

L'INNOVATION ÉDUCATIVE LOCALE

La Maison de l'éducation de Dunkerque, un concept fédérateur pour l'égalité des chances

Le comité de rédaction vous propose une nouvelle rubrique consacrée aux nouvelles politiques ou actions éducatives mises en œuvre par les directeurs de l'éducation des villes de France. Elle est consacrée pour ce numéro à une expérimentation, initiée par la ville de Dunkerque, sur l'harmonisation des dispositifs d'accompagnement scolaire.

En matière d'accompagnement scolaire, l'harmonisation et la mise en cohérence des initiatives et la coordination des partenaires nombreux ont fréquemment été source de tensions, voire de concurrence avec l'école. L'accompagnement scolaire a toujours en effet renvoyé l'école à ses propres difficultés, l'obligeant à cheminer plus ou moins spontanément vers une nécessité d'articulation avec les collectivités et associations, celles-ci arguant d'une plus grande proximité avec les familles et à une diversification des contenus plus attrayants et moins scolaires, pour justifier leur intervention positive dans le paysage de l'accompagnement scolaire.

Parallèlement à ce constat, la lutte contre l'échec scolaire a toujours été en effet une priorité affichée par l'Éducation nationale et à plus forte raison par les communes qui y ont consacré des dépenses importantes et ont mis en place des dispositifs d'accompagnement scolaire innovants et complémentaires à l'école traditionnelle, aux côtés d'activités déployées par les associations, bénéficiant de financements publics (CLAS) et régies par la charte de l'accompagnement à la scolarité créée en 1992 et révisée en 2001.

Dunkerque, ville du nord de la France de 70 000 habitants, cœur d'une agglomération de 210 000, forte d'une population de 8 000 enfants scolarisés dans 61 écoles publiques et privées, s'est rapidement inscrite dans les différents dispositifs contractuels existants pour lutter contre les inégalités sociales, notamment dans les zones d'éducation prioritaire, en mettant en place en étroite collaboration avec l'Éducation nationale et l'ADUGES association loi 1901, ayant reçu une délégation de la ville pour gérer les équipements sociaux, des actions d'accompagnement scolaire.

C'est ainsi qu'a été créée en 1992, la maison de l'éducation, ayant le statut d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, gérée par l'AGEME (association de gestion de la Maison de l'éducation) fruit d'un partenariat soutenu, avec les différents acteurs de la communauté éducative contre l'exclusion scolaire.

Un projet ambitieux...

Située au cœur d'un quartier difficile, elle avait pour mission initiale de développer des actions essentiellement auprès des familles et des enfants en difficulté scolarisés en réseau d'éducation prioritaire. Elle disposait alors d'une petite équipe de trois personnes, dont deux salariés de la mairie de Dunkerque chargés l'une de l'accueil et l'autre du secrétariat et un salarié de l'Éducation nationale, enseignant et responsable pédagogique de la structure, et de trois accompagnateurs scolaires, vacataires de l'AGEME.

Très large, son conseil d'administration était composé de :

- 37 membres de droit (le maire de Dunkerque, le président de la communauté urbaine, le président de l'ADUGES, le principal du collège en REP, l'adjoint de quartier);
- de membres qualifiés ayant essentiellement voix consultative (les services politiques de la ville et l'éducation, la caisse d'allocations familiale, l'association pour la fondation étudiante pour la ville, les directeurs d'école en REP, l'inspecteur d'académie et l'inspecteur de la circonscription d'implantation de la maison de l'éducation, le centre médico-psychopédagogique et l'institut universitaire de formation des maîtres);
- et six postes d'administrateurs (membres élus) pourvus par voix d'élection en assemblée générale, généralement des parents d'élèves du quartier investis ou des personnalités ou encore des représentants de structures annexes.

Le conseil d'administration a constitué le comité de pilotage de la maison de l'éducation.

Les orientations pédagogiques de la Maison de l'éducation ont été discutées et mises en place avec les partenaires institutionnels afin qu'il existe une adéquation entre la politique sociale et éducative de la mairie de Dunkerque et l'Éducation nationale.

Celles-ci ont été prises à partir des textes officiels et notamment :

- la loi d'orientation de juillet 1989 ;
- la lutte contre la violence en milieu scolaire et renforcement des partenariats (15 octobre 1998) ;
- la charte de l'accompagnement scolaire de 1992, révisée en 2001 ;
- la circulaire du 10 mai 1990 relative à l'activité extra et périscolaire ;
- l'aménagement des temps et des activités de l'enfant : mise en place du contrat éducatif local et des rythmes périscolaires, circulaire du 9 juillet 1998 ;
- la circulaire n° 190 de la caisse nationale d'allocations familiales du 26 juillet 1999.

Dès le début de sa création, la Maison de l'éducation a affiché l'accompagnement scolaire comme étant l'une de ses priorités, organisant par là même des activités d'accompagnement à destination des élèves du primaire et du secondaire, selon un mode opératoire identique adapté au niveau de difficultés et d'intérêts.

Après une phase d'observation nécessaire pour élaborer une stratégie adaptée au contexte local, il a été constaté que les difficultés des enfants étaient souvent liées aux situations socio-économiques des familles :

- manque d'espace et de possibilité de s'isoler pour travailler ;
- problème linguistique des parents ;
- incapacité momentanée (très rarement permanente) des familles à s'occuper du suivi scolaire de leurs enfants ;
- manque de repères, méconnaissance de l'institution scolaire et difficultés parfois de compréhension de la commande de l'école.

Ce diagnostic réalisé, la Maison de l'éducation a construit une méthodologie de l'accompagnement scolaire respectant les principes de la charte nationale de l'accompagnement scolaire qui a reposé sur des modes opératoires destinés à favoriser le travail des enfants, grâce à la mise en place de supports innovants : le développement de l'inventivité, de la curiosité et de l'esprit scientifique par l'expérimentation, l'aptitude à la communication par l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la connaissance de son corps et sa maîtrise par diverses activités physiques et sportives et l'éducation à la santé (rencontres sportives inter-quartiers, découverte et initiation aux sports encadrés par des sportifs de haut niveau : handball, danse et activités ponctuelles sur l'hygiène, la sécurité et la santé), le développement de la sensibilité et de la créativité par l'accès aux pratiques artistiques et culturelles (club théâtre, sortie spectacle au « bateau feu », club art plastique, dessin avec l'école régionale des Beaux-arts).

Parallèlement, la Maison de l'éducation a agi en faveur d'une aide au travail personnel, en créant des lieux de ressource et d'aide au travail individuel, visant à offrir aux élèves un espace de travail bénéficiant de l'encadrement de professionnels et de bénévoles (parents, éducateurs...).

Elle a apporté son aide à la construction des projets personnels et a notamment mobilisé les moyens d'information disponibles concernant les métiers.

Dans un souci d'implication des parents dans la réussite scolaire de leurs enfants, elle a initié des stages ayant pour but de les informer sur les différents problèmes liés à l'équilibre de l'enfant et aux problèmes scolaires, ainsi que des activités d'ordre culturel.

L'accompagnement scolaire n'étant pas l'école après l'école, la Maison de l'éducation a veillé à ce qu'il soit une activité complémentaire des apprentissages dispensés à l'école. En ce sens, elle a développé des activités éducatives basées essentiellement sur le jeu repéré pour avoir une vertu éducative. Ces activités permettent, d'une manière ludique, de développer ou débloquent certains mécanismes de l'apprentissage. Actuellement, les enfants peuvent s'initier aux jeux d'échecs (travail sur la stratégie et le raisonnement logique), jeu des chiffres et des lettres (travail de calcul mental, vocabulaire et orthographe), mots croisés sous forme ludique, à partir de textes d'auteurs, les mots croisés facilitent le repérage, puis la systématisation de diverses règles d'écriture et le recours à l'imagination.

...en évolution...

Bien que forte de 10 années de fonctionnement et d'expérience, la Maison de l'éducation a subi au fil des années certaines turbulences. En effet, fragilisée par la succession de ses responsables et confrontée aux nouvelles mesures de l'Éducation nationale mises en œuvre dans le cadre de la réforme de l'école primaire et aux actions mises en place en faveur des collèges prioritaires (élargies aux écoles prioritaires), la Maison de l'éducation a dû se donner, à partir de l'année 2008, de nouvelles ambitions non plus concentrées sur les territoires de l'éducation prioritaire mais à l'échelle du territoire de Dunkerque, voire de l'agglomération.

Dans un paysage en effet déjà morcelé et pour le moins fourni, est venu s'inscrire dans un premier temps, l'accompagnement éducatif instauré dans les collèges d'éducation prioritaire lors de l'année scolaire 2007-2008 (BO n° 28 du 11 juillet 2007) généralisé à tous les collèges à la rentrée 2008 et aux écoles inscrites dans le même dispositif (BO n° 25 du 19 juin 2008, circulaire n° 2008-081 et n° 2008 du

5 juin 2008) puis, dans un deuxième temps, l'aide personnalisée éducative. Conçu pour les collégiens et élèves volontaires, le premier dispositif comporte trois volets distincts :

- l'aide au travail scolaire ;
- la pratique sportive ;
- la pratique artistique et/ou culturelle.

Il est dispensé à raison de deux heures, quatre jours par semaine, tout au long de l'année scolaire, généralement en fin de journée, après la classe.

Le second dispositif, mis en place à la rentrée 2008, est destiné aux enfants volontaires qui rencontrent des difficultés ponctuelles. Il est donc organisé en dehors des vingt-quatre heures hebdomadaires d'enseignement et sur les temps périscolaires (le matin, le midi ou le soir), à raison de deux heures par semaine.

Face à ce panel de nouvelles mesures, auxquelles on ajoutera les études surveillées assurées par les enseignants, les ateliers périscolaires mis en place par la ville, les aides aux devoirs organisées par les maisons de quartier propres à l'ADUGES, la Maison de l'éducation a engagé un nouveau travail en réseau. À ce titre, elle a à nouveau réuni l'ensemble des acteurs de la communauté éducative pour redéfinir une stratégie de pilotage et étendre le concept et l'influence de cette structure à l'ensemble du territoire de la ville.

Il a donc fallu reconsidérer les différents points de vue et compétences de chacun des membres de la communauté éducative. Une réflexion systémique et une prise en compte globale des responsabilités de tous les acteurs et des changements politiques dans le domaine éducatif ont sous-tendu l'élaboration de ce projet.

Ce dernier s'appuie aujourd'hui sur le constat que la lutte contre l'échec scolaire ne peut se faire isolément, mais en mutualisant les compétences, en valorisant le rôle de chacun et en favorisant la communication entre les différents acteurs éducatifs. Il n'est plus, en effet, d'actualité de considérer que seule l'école instruit, que seule la famille éduque et que seule la collectivité territoriale peut accompagner ou suppléer à l'effort d'éducation. C'est en considérant ces trois lieux d'éducation et en les rattachant au temps de l'enfant que l'un et l'autre acteur peut devenir efficace auprès de lui et globalement organiser la lutte contre l'échec scolaire et social. Il s'agit bien de construire un triangle vertueux, celui de la réussite, avec ses trois sommets définis, tels la famille, l'école et les autres interlocuteurs (collectivités territoriales et associations).

L'action de cette trilogie devait être garantie par un pilote, gardien à la fois de l'ambition partagée et des altérités de chacun. La Maison de l'éducation, structure partenariale (non territoriale et non insti-

tutionnelle) pouvait naturellement tenir ce rôle délicat de liaison entre toutes les attentes et initiatives éducatives sur un même territoire.

C'est ainsi que son projet s'articule aujourd'hui :

- à travers trois orientations :
 - définir, promouvoir et porter
 - initier, répondre et favoriser
 - former, mettre à disposition et innover
- sur trois pôles :
 - une structure de pilotage
 - un lieu d'accueil et d'écoute
 - un pôle de ressources, de formation et d'innovation
- en direction de trois publics :
 - les écoles et les structures éducatives
 - les familles et leurs enfants
 - les enseignants et les animateurs éducatifs.

On peut alors parier que seule la prise en compte des besoins des trois types de publics, au sein même de leur propre responsabilité, apparaît comme la méthode la plus efficiente et la plus cohérente dans la dynamique d'une politique éducative locale.

Il s'agit bien de donner à la Maison de l'éducation la coordination globale du projet, sur un même territoire et de lui donner ainsi la responsabilité :

- de se présenter comme la structure fédératrice et de pilotage, en mettant en réseau et en l'animant, l'ensemble des acteurs d'une même communauté éducative. Ainsi, elle peut aider les élus à imaginer et mettre en œuvre une politique éducative globale adaptée aux besoins du territoire et de ses habitants et porter celle-ci dans chacune des actions initiées par chacun et être le garant de la cohérence des initiatives ;
- de devenir le lieu d'accueil et d'écoute de tous les éducateurs (parents, enseignants et éducateurs associatifs). N'étant ni territoriale, ni institutionnelle, elle peut faire valoir sa neutralité et son accessibilité permanente auprès de tous (enfants et éducateurs). Elle peut également avancer une expertise liée à ses compétences professionnelles et relationnelles, fruits du lien fédérateur qu'elle entretient entre tous les partenaires ;
- de s'affirmer comme pôle de ressources, de formation et d'innovation. Non pas pour prendre la place de l'existant, mais bien pour concentrer des savoirs et des compétences en un seul lieu afin d'apporter son aide, la qualité et la légitimité de tous les intervenants dans le champ de l'éducation, et de valoriser les talents de chacun.

Ainsi, toujours avec une volonté d'agir sur l'ensemble des acteurs et de façon systémique, la Maison de l'éducation peut :

- organiser :
 - des temps forts d'information et de débat autour de sujets posant question sur le plan de l'éducation, pour dynamiser la communauté éducative ;

- des sessions de formation en direction des animateurs-éducateurs associatifs pour assurer un service de qualité égale sur l'ensemble du territoire ;
- des temps d'écoute, de partage et de recommandations auprès des parents pour leur permettre d'assurer pleinement et le plus sereinement possible leur parentalité ;
- des représentants de parents d'élèves au sein des conseils d'école primaire pour leur donner les moyens de jouer complètement leur rôle au sein de l'école ;
- s'inscrire, en tant qu'expert, dans la production de documents de référence dans le domaine de l'éducation ;
- répondre, en tant qu'intervenant reconnu, aux besoins des autres structures éducatives (Maison 3D, structure éducative traitant du développement durable, etc.) dans l'élaboration de documents pédagogiques ;
- proposer des temps d'éducation qui ne peuvent s'inscrire dans celui de l'école, avec la nécessité d'être plus innovant et ainsi répondre à des besoins précis (sessions d'immersion en langue étrangère en direction des secondaires ou ateliers de communication en langue française pour les parents ne maîtrisant pas le français, etc.).

Loin de diviser ou de rivaliser avec les initiatives déjà mises en place, elle fonctionne aujourd'hui parce que tous les acteurs poursuivent le même objectif, à savoir la poursuite de la réussite scolaire associée à l'épanouissement de l'enfant. Elle a créé une coopération éducative entre les parents, les enseignants,

les élus et les associations, qui doit parfois déboucher sur la conclusion de conventions ou pactes engageant les signataires sur des objectifs à atteindre.

L'action de la Maison de l'éducation repose sur la confiance de tous les partenaires qui ont accepté de se rencontrer, d'échanger leurs points de vue, de confronter leurs éventuelles oppositions mais aussi leurs convergences, pour aboutir à un véritable projet partenarial de territoire. Ce projet transversal, largement discuté et débattu en amont entre tous les acteurs et derrière lesquels tous se retrouvent, permet de dépasser les clivages.

La concertation entre tous les acteurs permet de clarifier le champ de responsabilités des uns et des autres et d'éviter les superpositions.

Il reste cependant que le chemin est long et qu'il n'est pas linéaire. Le groupe partenarial qui a été constitué devra poursuivre sa lutte contre les idées toutes faites, pour s'attacher à créer des liens entre des secteurs souvent trop cloisonnés. Relever ce pari c'est participer à la création d'un nouveau territoire d'expression et de communication.

Anne-Sophie BENOÎT

**Directrice de l'enfance et de la jeunesse
Ville de Dunkerque**

Yves MORELLE

**Directeur de la Maison de l'éducation
Ville de Dunkerque**

PROCHAIN CONGRÈS DE L'ANDEV

À vos agendas !

Le prochain congrès de l'Andev se déroulera les 13, 14 et 15 octobre 2010 à Tours. Le comité scientifique composé des collègues de Tours et de quelques membres de la commission permanente s'est déjà réuni à plusieurs reprises, pour réfléchir sur le thème à l'affiche du congrès : « l'éducation et l'Europe ».

L'objectif pour nos congressistes : enrichir leurs connaissances sur l'éducation en Europe, leur apporter des éléments de réflexion sur les questions relatives à l'éducation et l'Europe et leur impact sur l'organisation et le fonctionnement de nos collectivités, repartir avec des idées d'expériences pratiques innovantes françaises et européennes.

Compte rendu de l'assemblée générale de l'Andev du 21 octobre 2009

Madame Claudine Paillard, Présidente de l'association, remercie l'ensemble des membres présents à cette assemblée générale et donne la parole à Rémi Prieur, trésorier de l'association.

Rapport financier

Avant de rendre compte de la gestion de l'association, le trésorier précise :

- qu'il s'agit de l'exercice couvrant la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 ;
- que les comptes ont été expertisés au préalable par un commissaire au compte ;
- que les comptes présentent un solde négatif de 5 737,04 euros.

Il apporte des précisions concernant les dépenses et les recettes.

■ Les recettes

Cette année encore, notre demande de subvention auprès de la DIV a connu une issue positive et nous avons reçu une subvention à hauteur de 10 000 euros, pour laquelle nous n'avons aucune assurance de versement pour 2010.

Le soutien financier des sociétés privées a connu un fléchissement : 21 000 euros apparaissent cette année au compte de résultat, contre 31 000 euros enregistrés sur l'exercice précédent.

La situation de crise financière qui frappe l'hexagone n'est sans doute pas étrangère à cette situation.

Le trésorier rappelle que la société Sodexo soutient l'organisation du colloque et prend entièrement à sa charge la réalisation de l'enquête.

Hormis la participation financière de ses partenaires, les recettes de l'association s'appuient essentiellement sur le produit des cotisations et les inscriptions au colloque.

■ Les dépenses

Les apports financiers permettent à l'Andev d'assurer le fonctionnement de son site Internet dont l'augmentation du nombre de connexions journalières confirme son utilité pour l'ensemble des directeurs de l'éducation.

La société Pomme Z en assure la maintenance et la mise à jour pour un coût 2008-2009 de 10 046,40 euros. Le fonctionnement de ce site demeure l'une des principales dépenses, notamment suite à la création d'un forum de discussion.

L'organisation du colloque annuel représente une somme de 10 420,27 euros, sachant que la participation des congressistes et l'aide directe de la commune organisatrice permettent à l'association d'équilibrer financièrement cette opération.

Les frais de personnel (secrétariat général) sont équivalents à 36 170 euros en masse salariale.

Le trésorier propose d'augmenter la cotisation des membres à 25 euros. Les membres réunis suggèrent 30 euros.

Les membres de l'assemblée générale approuvent, à l'unanimité, l'adhésion à 30 euros ainsi que les comptes et donne quitus au trésorier.

Madame Claudine Paillard remercie Rémi Prieur et expose la situation morale de l'association.

Rapport d'activité

En préambule, la présidente évoque l'organisation de plusieurs temps forts en 2008 et 2009, qui ont témoigné de l'impérieuse nécessité de notre réseau de se rassembler dans une période où l'intervention éducative des communes est fragilisée, mais malgré tout volontariste. Fragilisée par des textes aux contours mal définis qui remettent en cause le partage des compétences, fragilisée aussi par les incertitudes sur la continuité des politiques nationales.

Elle indique que ces temps de rencontre ont également marqué la vitalité de notre association et sa capacité à se mobiliser tant au niveau régional que national.

■ Fonctionnement de l'association

La commission permanente

La commission permanente s'est réunie dix fois durant l'année 2008-2009. Chaque réunion a rassemblé entre dix et dix-huit membres. Outre le fonctionnement courant de l'association, les membres de la commission ont abordé les thèmes suivants : Base élèves, charges intercommunales pour l'enseignement privé (loi Carle), dispositifs développés dans le cadre des politiques éducatives locales, carte scolaire, restauration scolaire, stages de remise à niveau, gestion

et organisation du travail des personnels municipaux intervenant à l'école, RASED, statut de l'école...

Elle s'est particulièrement mobilisée autour de 4 sujets récurrents dans l'actualité éducative :

- service minimum/droit d'accueil ;
- rythmes scolaires ;
- ÉPEP ;
- scolarisation des deux-trois ans/jardins d'éveil.

De façon générale, les discussions en commission permanente ont permis de définir les orientations et d'enrichir les interventions des membres de la commission lorsqu'ils sont mandatés au titre de l'Andev pour participer à différentes instances.

La présidente insiste sur l'énorme travail effectué cette année dans le cadre de la commission permanente et salue l'assiduité plus importante que les années précédentes.

Les réseaux régionaux

Les réseaux régionaux sont à la base du travail de réflexion de l'association. Afin de favoriser les échanges, le périmètre régional a été récemment revu : les réseaux « Languedoc-Roussillon » et « Provence Côte d'Azur » ont fusionné et ont pris une nouvelle dénomination : le réseau « Sud Méditerranée ». Ce réseau a été fortement mobilisé pour la préparation du congrès.

Parmi les dix réseaux régionaux désormais définis, deux (« DOM » et « Sud-Ouest ») sont dépourvus de référent régional. Six d'entre eux ont été particulièrement actifs : « Ile-de-France/Normandie », « Grand Ouest », « Nord-Est », « Centre », « Bourgogne », « Rhône-Alpes », en proposant à leurs membres des rencontres régulières pour échanger principalement autour des questions d'actualités liées aux réformes émanant du Ministère.

La présidente remercie Ornella Del Giudice, responsable du réseau « Nord-Est », qui a porté l'organisation de la rencontre nationale en lien avec le CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale) qui s'est tenue le 18 juin 2009 à Reims.

Le groupe de coordonnateurs de PEL

La troisième édition des Rencontres nationales des projets éducatifs locaux se tiendra à Brest les 24 et 25 novembre prochains sur le thème : « Quel avenir pour les politiques éducatives territoriales ? Quelles conditions pour une généralisation des PEL ? ».

L'Andev est partenaire (au même titre que le Réseau français des villes éducatrices) de cette rencontre organisée par les Francas et la ville de Brest.

Les directeurs de l'éducation des départements

Les directeurs de l'éducation des départements restent peu présents (6 membres) et peu actifs au sein de l'Andev alors même que les thématiques communes de réflexion se développent (ÉPEP par

exemple). Cependant, on note l'existence de mutations des cadres des directions d'éducation des villes vers les départements, et notamment de membres actifs de l'Andev. Ces mobilités devraient permettre de faciliter la structuration de ce groupe.

Les adhérents

Le nombre d'adhérents à jour de leurs cotisations avait fortement augmenté en 2008, et s'est stabilisé cette année. Pour 2009, ce sont donc 372 adhésions qui ont été enregistrées avec des membres localisés majoritairement dans les réseaux régionaux « Ile-de-France/Normandie » et « Grand Ouest ».

Les partenariats financiers

L'absence de financements publics suffisants et pérennes conduit l'Andev à rechercher des partenariats privés. Ceux-ci, après plusieurs années de développement, deviennent plus difficiles à négocier du fait des difficultés économiques. Il nous faut donc les consolider en 2009-2010.

■ Activités de l'association

La vie institutionnelle

La vie institutionnelle a été marquée par de nombreux échanges, participations à des colloques, journées d'études, ainsi que par diverses auditions visant à recueillir l'avis de l'Andev. Elle montre la richesse de notre champ d'intervention et marque les fortes sollicitations dont l'association fait régulièrement l'objet.

La participation à ces différents temps de travail n'est possible que grâce à l'investissement des différents membres de la commission permanente.

L'Andev est notamment intervenue dans les instances suivantes :

- auditions par le rapporteur de la proposition de loi relative à la création des ÉPEP ;
- participation à des instances nationales ou régionales :
 - comité national des assises de l'éducation
 - comité national d'orientation des rencontres de Brest
 - section française de Défense des enfants international : action concertée des associations suite à l'audition de la France par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU
 - ministère de l'Agriculture : opération « Pour une offre alimentaire sûre, diversifiée et durable »
 - DIV : évaluation du volet éducation des CUCS
 - enquête ville d'Angers sur l'accompagnement éducatif
 - enquête sur « L'argent et l'école » par le SNUIPP (Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles)
 - recensement des actions de lutte contre l'illettrisme existant en France mené par l'ANLCI

(Agence nationale de lutte contre l'illettrisme) et participation au Comité de pilotage national de l'expérimentation nationale « Actions éducatives familiales »

- rencontre avec le GDID (Groupe de défense des idées de directeurs d'école)
- apports de soutien :
 - appel de Rennes : l'Andev a signé « l'appel de Rennes », démarche constructive, visant à constituer un « réseau de réseaux » pour mieux peser sur certaines réflexions et décisions nationales, concernant le système éducatif. Dans cette démarche commune, l'Andev souhaite garder un positionnement non revendicatif mais veut surtout assurer sa présence en faisant vivre des ateliers et rester ainsi dans un rôle technique
 - lettre ouverte au président de la République sur la défense des droits de l'enfant (à l'initiative de DEI France)
- colloques, journées d'études :
 - assises de l'éducation (6 juin 2009) : participation au comité d'organisation et aux tables rondes
 - journée nationale des adolescents
 - salon des maires en novembre 2008, intervention à une table ronde sur « Les réformes en cours »
 - salon de l'Éducation en novembre 2008, participation à une rencontre sur les TICE
 - colloque « Sortir du face à face famille/école »
 - séminaire DIV/ACSE sur « L'évaluation globale des CUCS »
 - « Rythmes scolaires », journée organisée à Angers par le groupe Territorial, intervention
 - journée d'échanges sur « L'impact des nouveaux dispositifs éducatifs de l'État sur les politiques publiques territoriales », proposée par l'ANDIIS (Association nationale des directeurs et intervenants d'installations et des services des sports)
 - rencontres de l'ORME (Observatoire des ressources multimédias en éducation) : stand Andev et intervention aux ateliers
 - réunion d'information sur le chantier Projet éducatif territorial « En associant leurs parents, tous les enfants peuvent réussir », porté par l'IRDSU et ATD Quart-monde
 - participation à l'organisation de la troisième édition des « Rencontres nationales des Projets éducatifs locaux » de Brest
- convention : signature de convention avec « Ville Internet »
- formations : les liens avec le CNFPT s'effectuent notamment dans le cadre des réseaux régionaux. Ils sont sollicités par les délégations régionales et les ENACT pour apporter leurs contributions à la définition du contenu des stages de formation. Les besoins en formateurs restent importants et il est nécessaire que de nouveaux membres de l'Andev s'investissent dans ce domaine.

Le partenariat avec le CNFPT s'est révélé particulièrement constructif dans le cadre de la rencontre nationale organisée à Reims. De telles initiatives restent à développer.

Les Rencontres nationales

Lille : enquête sur les programmes municipaux

En 2001, une enquête « Les maires et l'éducation » avait été effectuée en lien avec l'AMF, afin de connaître les projets des nouveaux élus dans le domaine de l'éducation pour le mandat à venir.

Une enquête similaire a été effectuée en juillet 2008.

L'ensemble des résultats de celle-ci a été commenté lors d'une journée d'échanges à Lille, le 28 janvier 2009. Celle-ci, portée par Alain Thirel, responsable du Projet éducatif global de Lille, a rassemblé près de 200 élus, acteurs des mouvements associatifs, représentants de parents d'élèves et d'organisations syndicales, membres de l'Andev. L'analyse de la comparaison des résultats 2001-2008 fait par ailleurs l'objet du rapport édité pour le présent congrès.

Reims : aménagement des rythmes de l'enfant

Le réseau régional « Nord-Est » a organisé une rencontre nationale en lien avec le CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale). Elle s'est tenue le 18 juin 2009 à Reims et a rassemblé plus de 100 personnes. Elle visait, un an après la mise en place du nouveau calendrier scolaire, à débattre des rythmes scolaires autour de trois objectifs :

- donner à chacun le même niveau d'informations ;
- questionner les hypothèses de travail, s'agissant du réemploi (pendant la semaine de 4 jours) des 2 heures (supprimées le samedi) ;
- mettre en débat la perspective d'une réduction de 7,50 % du service public d'enseignement pour tous, en cas de réemploi des deux heures pendant la semaine de quatre jours.

La Communale

Cette année, seuls deux numéros de La Communale pourront paraître. La Communale est éditée et diffusée à 1000 exemplaires auprès des adhérents, des abonnés et des contacts institutionnels. Elle est réservée aux articles de fond et complémentaires du site Internet. Sa publication est effectuée depuis 2005 en partenariat avec le Centre national de documentation pédagogique.

Par ailleurs, l'Andev continue de participer au comité de rédaction de la nouvelle revue du groupe Territorial, « Acteurs de la Vie Scolaire ».

Le site Internet

Le site Internet enregistre une forte fréquentation (2000 visites par mois, 8000 pages vues) qui reste

très régulière sur l'année. Les espaces réservés aux réseaux régionaux sont alimentés par des informations spécifiques.

Le forum

Un forum de discussion (<http://forum.andev.fr>, lien à partir du site Internet), à destination exclusive des membres de l'Andev, a été mis en place cette année. Il est destiné à échanger points de vue, questions pratiques et techniques. Il vise à rendre les informations accessibles à tous les adhérents et à permettre au réseau de gagner en réactivité et en interactivité.

Les enquêtes

Dans le cadre des échanges entre membres, différentes enquêtes sont effectuées régulièrement.

Le SMA a été l'occasion de lancer une enquête importante à chaque jour de grève dont les résultats ont été consolidés. Cette enquête a servi de support pour diverses interventions sur ce sujet.

Le congrès

Les congrès représentent un temps fort pour notre association pour développer notre vie associative et valoriser notre reconnaissance nationale. Ils impliquent un investissement important de la ville qui les porte. Depuis quatre ans, un comité scientifique permettait d'alléger le travail de la ville organisatrice. Cette année, c'est le réseau régional « Sud Méditerranée » qui a pris en charge l'ensemble de la mise en œuvre du congrès. Qu'il en soit encore remercié.

Ce congrès est par ailleurs intégré aux initiatives décentralisées des villes et organisations signataires de « l'appel de Rennes ».

Pour 2010, la ville de Tours s'est portée candidate pour organiser le prochain congrès. Le maire vient de donner son accord de principe pour l'organisation de l'événement les 13, 14 et 15 octobre de l'année prochaine.

La présidente souligne que l'Andev fait désormais irrémédiablement partie des associations qui comptent dans le débat national sur les politiques éducatives.

Cependant, la forte participation des membres de la commission permanente aux réunions, la vitalité des réseaux régionaux, la capacité d'organiser des moments nationaux, notre intégration au « réseau de réseaux » dans le cadre de l'appel de Rennes, etc. montre, d'année en année, la capacité de notre association à continuer de développer encore son activité.

Gageons qu'avec la mobilisation de tous ses membres, l'année 2010 ne démentira pas ces évolutions.

Le rapport d'activité de la présidente est adopté à l'unanimité par les membres de l'assemblée générale.

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au remplacement des membres du bureau sortants. La présidente informe qu'elle ne renouvellera pas son mandat.

Suite à l'appel à candidatures sur le renouvellement du bureau national, le secrétariat général a reçu les demandes des membres suivants :

Le bureau national

Anne-Sophie Benoît (Dunkerque), Martine Bezina (Conseil général des Hauts-de-Seine), Chantal Blandel (Vitrolles), Alain Bocquet (Nanterre), Patrice David (Montbéliard), Nicolas Debucquet (Cholet), Ornella Del Giudice (Reims), Alain Mariaud (Tours), Bernard Meyrand (Lyon), Rémi Prieur (La Roche-sur-Yon), Philippe Seferian (Gennevilliers), Alain Thirel (Lille), Abdelouahab Zahri (Nanterre).

Le bureau national se réunira en marge du congrès, le jeudi 22 octobre à 17 heures, pour élire ses président, trésorier et secrétaire.

La commission permanente est renouvelée partiellement suite à la modification des membres du bureau national et à l'appel à candidatures. Elle comprend, à ce jour, outre des membres du bureau, les cadres suivants :

Michel Bayet (Chelles), Sylvain Benain (Tours), Claudine Benot (Limoges), Janine Bouvat (La Ciotat), Pierre Chartier (Santeney), Laurence Cros (Châlon-sur-Saône), Patricia Demoulière (Créteil), Josette Forel (Besançon), Marie-Hélène Gros (Châlon-sur-Saône), Florence Hudelist (Tourcoing), Nicolas Joffraud (Nantes), Guy Jouannin (Limoges), Armand Lagadec (Toulon), Nolwenn Lecuyer (Brest), Sabrina Leo (Dijon), Séverine Maronne (Riom), Francine Mischler (Haguenau), Paul Monnoyer (Brest), Muriel Nivet (Annecy), Francis Oudot (Reims), Claudine Paillard (Rennes), Sophie Parlier (Saint-Nazaire), James Poitevin (Tours), Marie-Christine Portet-Salomon (Perpignan), Élisabeth Saby (Rouen), Claudine Triquet (Limoges), Évelyne Varachaud (Limoges), Nicolas Viard (Olivet).

Claudine Paillard remercie les membres de l'Andev pour la confiance qu'ils lui ont accordée durant ses 5 années de présidence.

L'assemblée générale s'achève à 19 heures 30.

Depuis notre congrès de La Ciotat en octobre, les réunions des réseaux régionaux se sont succédées. Des thèmes communs tels que le Service minimum d'accueil, la loi Carle ou les ÉPEP ont été largement débattus, actant d'une actualité éducative riche. Les comptes rendus intégraux de ces réunions sont consultables sur le site andev.fr.

Présentation de nos partenaires privés

Dans notre prochaine Communale, nous présenterons nos partenaires publics.

SODEXO



Sodexo, créé par Pierre BELLON en 1966, a construit son développement sur des principes qui fédèrent aujourd'hui les 338 000 collaborateurs du groupe partout dans le monde.

Promouvoir nutrition, santé et plaisir, s'impliquer localement et préserver l'environnement, Sodexo s'inscrit dans une démarche citoyenne forte.

Pour fédérer toutes les actions et les énergies déployées, Sodexo privilégie trois champs d'action :

– Agir pour une meilleure Nutrition

Sodexo garantit la sécurité alimentaire et s'engage à promouvoir auprès de ses consommateurs un bon équilibre alimentaire, et joue un rôle essentiel dans la lutte contre l'obésité.

– S'engager auprès des Communautés locales

Sodexo s'emploie à Lutter contre la faim et la malnutrition, privilégier le recrutement du personnel local, augmenter nos approvisionnements de proximité et aussi en produits issus du commerce équitable.

– Protéger l'environnement

Sodexo met en place des actions concrètes et mesurables dans chaque étape de nos process : favoriser l'augmentation de la superficie des surfaces agricoles bio, recycler tous nos déchets, favoriser les produits lessiviels biodégradables, réduire nos consommations d'eau, utiliser des carburants alternatifs.

Sodexo est le leader de la restauration pour le compte des collectivités territoriales.

INFORMATIONS

Les Responsables de Développement :

Cédric FRANCON

Basé à Nantes - Téléphone 02 40 18 71 15

email: cedric.francon@sodexo.com

Stéphanie BUR

Basée à Lyon - Téléphone 04 72 39 75 65

email: stephanie.bur@sodexo.com

Eric GARDET

Basé à Marseille - Téléphone 04 96 11 79 47

Courriel: eric.gardet@sodexo.com

Louis COUSIN

Basé à Guyancourt - Téléphone 01 30 85 77 28

Courriel: louis.cousin@sodexo.com

Emmanuel ROUYER (spécialisé en Repas Livrés)

Basé à Guyancourt - Téléphone 01 30 85 77 24

Courriel: emmanuel.rouyer@sodexo.com

Cécile HOREMANS

Assistante - Téléphone : 01 30 85 77 33

Courriel: cecile.horemans@sodexo.com

3M

Groupe mondial de technologies diversifiées



Leader reconnu en matière de recherche et développement, 3M fabrique des milliers de produits innovants destinés à des marchés très variés. La force de 3M est de mettre au service de ses clients, aux besoins très diversifiés, plus d'une quarantaine de plates-formes technologiques.

Présent dans plus de 65 pays, 3M emploie 75 000 collaborateurs à travers le monde. En France, implanté sur 13 sites, dont 11 usines, 3M emploie plus de 3 000 personnes.

Parmi toutes ces plates-formes technologiques, 3M propose de nombreuses solutions dédiées à l'environnement scolaire telles que :

- La **Sécurité et le Confort** en milieu scolaire
- La **Sécurité Sanitaire** des aliments
- La **Projection et l'Interactivité** (TBI)

INFORMATIONS

Site Internet: www.3M.fr

Adresse: 3M en France - Boulevard de l'Oise - 95006 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone: 01 30 31 61 61

CAP TIC



CAP-TIC accompagne les collectivités locales dans la réalisation de leurs projets numériques. De l'étude des besoins à la mise en place de solutions opérationnelles, CAP-TIC propose une approche globale et cohérente. CAP-TIC intervient dans les différents domaines de compétences des collectivités: éducation, santé - social, administration électronique, aménagement du territoire, accès public & Internet...

Dans le domaine de l'éducation, CAP-TIC a conçu et développé ICONITO, une suite logicielle sous licence libre pour la gestion des missions « Enfance » des Collectivités Locales. La suite logicielle ICONITO comprend les modules suivants :

- ICONITO Ecole Numérique, un portail éducatif à destination de tous les acteurs du système scolaire et des partenaires éducatifs de proximité. ICONITO Ecole numérique s'inscrit dans le programme des ENT de l'Education Nationale et propose de nombreux outils de communication, des services numériques et l'accès à des ressources pédagogiques.

- ICONITO Vie Scolaire, pour la gestion des inscriptions scolaires, des dérogations, de l'affectation des élèves dans les classes et pour l'édition de divers états et courriers. ICONITO Vie Scolaire est par ailleurs compatible avec l'application du ministère de l'Education nationale « Base élèves ».
- ICONITO Périscolaire, pour la gestion des activités liées à l'enfance (restauration scolaire, accueil périscolaire, centre de loisirs,...). ICONITO Périscolaire couvre les prestations suivantes : l'inscription des enfants aux activités, le pointage des fréquentations, la facturation des prestations et la gestion de différents types de paiement.
- ICONITO Petite Enfance, pour la gestion des structures de multi-accueil (crèches collectives, crèches familiales, haltes garderies...). ICONITO Petite Enfance couvre les prestations suivantes : l'instruction des demandes des familles, l'élaboration des contrats d'accueil, la gestion des personnels et la facturation conformément à la PSU (Prestation de Service Unique). Ces quatre modules s'organisent autour d'une base de données unique et commune des enfants et de leurs responsables, accessible par les différents acteurs concernés par la gestion des activités des enfants.

INFORMATIONS

Hubert HOELTZEL

Téléphone : 03 90 208 305

Courriel : hhoeltzel@cap-tic.fr



DELAGRAVE

Entreprise familiale française, fondée en 1865, la société DELAGRAVE est depuis cinq générations au service des établissements scolaires. Créée à partir d'une librairie, elle est aujourd'hui diversifiée dans tous les secteurs du monde scolaire : mobilier scolaire de la maternelle à l'université, restauration, administration, bibliothèque...

Elle a su en permanence s'adapter aux mutations technologiques, et l'ensemble de ses produits répond parfaitement aux demandes les plus exigeantes des responsables de l'Education et des parents d'élèves.

INFORMATIONS

Site Internet : <http://www.delagrave.fr>

PROMOTHEAN



Promethean est le n° 1 des tableaux blancs interactifs et des systèmes d'évaluation sur le marché de l'Education en France (source panel Future source 2009)

Promethean, seul fabricant européen de tableaux blancs interactifs, a ses racines dans le monde de l'éducation. Créée par des enseignants, la société travaille depuis plus de 10 ans en collaboration avec les corps professoraux du monde entier pour écouter, comprendre, analyser leurs attentes et ainsi proposer des solutions matérielles et logicielles dédiées à l'éducation. Ses produits et services sont distribués par un réseau de partenaires qualifiés dans plus de 90 pays. Promethean a développé un réseau de revendeurs agréés présents sur tout le territoire français et formés sur nos solutions. Ils sont à même de proposer un service clé en main intégrant les présentations, les installations, les prises en main et la maintenance de nos solutions. Promethean propose tous les composants de la classe numérique : un tableau blanc interactif, ActivBoard, des outils innovants tels que les boîtiers de test et d'évaluation ActiVote et ActivExpression, le visualiseur ActiView, et l'ardoise numérique ActivSlate.

Avec 500 000 membres dans le monde dont 15 000 en France, Promethean Planet (www.prometheanplanet.com/fr) est la plus grande communauté Internet d'enseignants. Les enseignants peuvent gratuitement télécharger et partager des supports de cours interactifs et échanger avec leurs pairs du monde entier.

Cette solution, par l'interactivité qu'elle apporte, contribue à augmenter l'attention et la motivation des élèves, pour de meilleurs résultats. 350 000 élèves français utilisent quotidiennement la classe numérique de Promethean et 11 000 salles de classe sont équipées de tableaux blancs interactifs en France, tous établissements confondus (primaire, secondaire, supérieur) Promethean intervient auprès de nombreuses communes, conseils généraux et conseils régionaux :

Grâce à l'impulsion du plan ENR et des investissements assurés par les collectivités territoriales, Promethean a équipé depuis son implantation en France en 2001 36 conseils généraux, 5 conseils régionaux, 18 rectorats des centaines de communes dont la ville d'Elancourt et de Limoges pour les plus équipées qui continuent à investir dans la classe numérique conçue par Promethean.

INFORMATIONS

Téléphone : 01 48 11 13 80

Fax : 01 43 52 35 45

Site Internet : www.promethean.fr

Courriel : info@promethean.fr

Déchiffrer la société française

Louis Maurin



Le directeur de l'Observatoire des inégalités passe la société française au crible.

Pourquoi les Français font-ils autant d'enfants ? Les inégalités de revenu augmentent-elles ? Le niveau scolaire est-il vraiment si bas ? Les Français se désintéressent-ils de la politique ?

L'objectif de « Déchiffrer la société française » est de répondre à une série de questions que chacun est amené à se poser aujourd'hui. L'ouvrage présente les éléments factuels qui permettent d'en dresser un état des lieux complet. On y trouvera à la fois les principales données et les grandes tendances historiques.

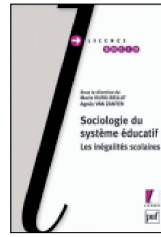
Éditions La Découverte

Année de publication : octobre 2009

368 pages ; Prix TTC : 18,50 euros

Sociologie du système éducatif. Les inégalités scolaires.

Marie Duru-Bellat et Agnès van Zanten



« Alors que l'existence d'inégalités sociales de parcours et de réussite dans l'école française d'aujourd'hui est considérée comme une évidence maintes fois démontrée, cet ouvrage, en mobilisant les apports des meilleurs spécialistes, analyse précisément comment ces inégalités se fabriquent et

perdurent. Parmi les questions majeures :

Quelle est la part, dans les inégalités sociales scolaires, de ce qui est fabriqué au sein même de l'école, par rapport à ce qui prend racine au sein même des familles ?

Comment la gouvernance de l'école peut-elle même atténuer ou creuser les inégalités ?

Les inégalités sociales scolaires sont-elles universelles, sont-elles stables, peut-on dire qu'elles se recomposent en permanence ? »

Marie Duru-Bellat, sociologue spécialiste des questions d'éducation, est professeur à l'IEP de Paris et chercheur à l'Observatoire sociologique du changement et à l'Institut de recherche en éducation (IREDU). Agnès van Zanten, sociologue spécialiste des questions d'éducation, est directrice de recherche au CNRS. Elle a dirigé aux PUF le *Dictionnaire de l'éducation* (2008).

Éditions Presses Universitaires de France -

Collection : Licence socio

Année de publication : septembre 2009

237 pages ; Prix TTC : 15 euros

L'élitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales.

Christian Baudelot et Roger Establet



Les dégâts de l'élitisme scolaire à la française, à la lumière des comparaisons internationales. De quoi souffre l'école en France ? D'abord et avant tout de son élitisme : une culture du classement et de l'élimination précoce, doublée d'une grande tolérance aux inégalités et à leur reproduction. Tel est l'enseignement qui ressort des comparaisons internationales développées dans ce livre. L'école française demeure au XXI^e siècle otage des idées qui l'ont vu naître à la fin du XIX^e : distinguer une petite élite sans se soucier d'élever suffisamment le niveau des autres. Pour certains, peu nombreux, la méritocratie scolaire est une course aux meilleures positions ; pour d'autres, très nombreux, elle se traduit par une relégation rapide et désormais particulièrement coûteuse sur le marché du travail. Au total, la France qui a longtemps cru disposer de la meilleure école du monde fait figure de mauvaise élève dans sa catégorie, celle des pays riches et développés. Christian Baudelot et Roger Establet sont sociologues. Ils travaillent ensemble depuis plus de 40 ans. Leur intérêt pour l'école en tant que facteur d'égalité et d'inégalités sociales comme de développement économique ne s'est jamais démenti. On leur doit notamment *L'École capitaliste en France* (Maspero, 1971), *L'École primaire divise* (Maspero, 1975), *Le niveau monte* (Seuil, 1989), *Allez les filles !* (Seuil, (1992) 2006), *Quoi de neuf chez les filles ?* (Nathan, 2007).

Éditions Le seuil

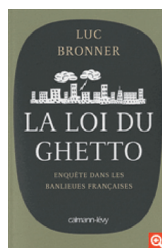
Collection: La République des idées

Année de publication: 2009

128 pages; Prix TTC: 10,50 euros

La loi du ghetto. Enquête sur les banlieues françaises.

Luc Bronner



Ghetto ? Oui, il faut oser le mot, ce terme qui fait si peur à la République. Parce que, année après année, dans les banlieues des grandes villes françaises, se sont constitué des territoires à part, avec leurs propres lois, leurs langages, leurs hiérarchies, leurs frontières. Ce livre est une plongée dans les eaux profondes du ghetto français, dans le noyau dur de la crise urbaine. Avec les émeutiers qui jettent des pierres. Dans les patrouilles de police, suréquipées et surexposées. Dans les tribunaux où la loi républicaine tente de s'imposer face à celle du silence. Avec les maires, au front, 24h/24. Au milieu des enterrements, dans les larmes des affrontements entre « bandes ». Des territoires qui concentrent, absorbent, produisent, comme aucun autre espace, les tensions de la société française : chômage, insécurité, enclavement, immigration et pauvreté. Des territoires où l'État a concentré des moyens policiers et judiciaires exceptionnels pour en reprendre le contrôle. Sans succès. Résultat de quatre années d'enquête, ce livre est un cri d'alarme. Car dissimuler la réalité du gouffre serait pire encore.

Éditions Calmann-Lévy

Année de publication: mars 2010

259 pages; Prix TTC: 17 euros

La Communale

Édition de L'ANDEV

Ville de Dunkerque,

Direction de l'Enfance et de
la Jeunesse, Résidence des

3 Ponts, BP 6537,
59386 DUNKERQUE Cedex 1
Tél : 03 28 26 26 60

Directrice de la publication
Anne-Sophie Benoit

Rédaction
ANDEV, Résidence des
3 Ponts, 59386 DUNKERQUE

Comité de rédaction
Anne-Sophie Benoit,
Janine Bouvat,
Pierre Chartier,

Patrice David,
Odile Giresse

Maquette - Réalisation
Atelier graphique
CNDP

Imprimerie
du SCÉRÉN-CNDP
Téléport 1@4 BP 80158
86961 Futuroscope Cedex

ISSN en cours

Tirage 1 000 exemplaires

Dépôt légal avril 2010

